



TRIBUNE

Socialiste unifié

Hebdomadaire du parti

N° 82

30 DÉCEMBRE 1951

PRIX : 0,40 NF

Les complices

Si, imitant les graffiti de nos murs, nous établissons cette série d'égalités : de Gaulle = U.N.R. = Debré = Frey = Papon = O.A.S., beaucoup y verront sans doute une déformation inacceptable de la réalité politique.

Et sans doute, est-il vrai que les journaux plus ou moins ouvertement favorables aux factieux s'attaquent violemment au Président de la République et l'accusent de faire obstacle à leurs desseins. Il est vrai aussi que les élus et les dirigeants de l'U.N.R., le parti gaulliste, sont victimes d'attentats presque aussi souvent que les hommes qui combattent à la fois le régime actuel et l'O.A.S. Et quand le général de Gaulle affirmait, en 1958, qu'il ne se sentait pas une vocation de dictateur, il exprimait probablement une pensée sincère. Nous avons du reste toujours fait la distinction entre le régime du pouvoir personnel que nous subissons depuis trois ans et le régime de type fasciste.

Seulement, en politique, ce ne sont pas les intentions qui comptent, mais les actes et les conséquences qu'ils portent nécessairement en eux. Or, c'est aujourd'hui une évidence qu'il est impossible de nier : les actes du pouvoir concourent à affaiblir la seule résistance efficace aux entreprises des factieux, la résistance appuyée au vaste mouvement populaire.

Le commentaire sur la journée du 19 décembre fait M. Ferrenoire après le dernier Conseil des ministres est tout à fait révélateur. Quand le ministre décl...

par Robert VERDIER

que « certaines manifestations de rue, organisées sous prétexte de s'élever contre la subversion... n'ont pour véritable objectif que de tenter de dresser l'opinion contre le gouvernement », il avoue qu'il redoute pour le moins autant, et probablement davantage, ce mouvement d'opinion que l'action clandestine et violente des factieux, avec lesquels il ne désespère jamais de pouvoir trouver un compromis. Il fera donc tout pour contrecarrer les forces populaires et il cherchera dans la répression le moyen de donner des « apaisements » à l'extrême droite.

Dans ces conditions, sur quelles autres forces le gouvernement pourra-t-il s'appuyer ?

Son appareil d'Etat, dont il s'était vanté de restaurer la force, est gangrené. Le mal qui le ronge n'est que la conséquence des événements de 1958. On ne se débarrasse pas aisément d'alliés aussi encombrants et aussi exigeants que ceux dont il avait alors accepté si souvent la sollicité — le concours. L'audace de ce lieutenant qui vient de désertir en emportant les armes de sa section nous en dit long sur l'état d'esprit d'une partie de l'armée. Que bon nombre d'officiers gaullistes blâment sévèrement de tels actes, c'est probable. Mais s'il leur faut un jour aller jusqu'à l'action contre d'autres officiers, ne seront-ils pas tentés de répondre ce que le général Von Seeckt répondit en 1920 à Noske : « La Reichswehr ne tire pas sur la Reichswehr. » ?

En ce qui concerne la police parisienne, une bonne occasion était offerte au gouvernement, à la suite du 19 décembre, de procéder à une épuration et de se débarrasser de quelques amis du commissaire Dides. Loin de le faire, il choisit de frapper ceux des policiers qui manifestaient leur résolution de résister.

Le régime ne veut s'appuyer que sur un Etat dont beaucoup d'éléments ne sont plus contrôlés par lui. Par ses origines, par les méthodes qu'il a adoptées pour conquérir le pouvoir, par le personnel qu'il a mis en place, il s'est condamné à engendrer sa propre impuissance et à porter en lui les germes d'un fascisme français.

Le pari de ceux qui, en 1958, voulurent voir dans le gaullisme une protection contre les ultras est aujourd'hui manifestement perdu. Il n'est pas trop tard pour que les hommes qui ont commis de bonne foi cette erreur tirent les conséquences de cet échec et rejoignent ceux qui ne séparent pas la lutte contre le régime et la lutte contre le fascisme.



(Photo KEYSTONE)

Les leçons du 19 décembre

(en page 5)

Le IV^e Plan

(en pages 6, 7 et 8)

"T. S." présente à ses lecteurs et amis ses meilleurs vœux pour 1962

A Saint-Brieuc :

L'affaire Chaffoteaux ou la capitulation d'un patron

C'est avec stupéfaction que les habitants de Saint-Brieuc apprirent, le jeudi 21 décembre, la réaction du directeur de l'usine Chaffoteaux à la grève anti-O.A.S. du mardi 19. Cette usine fabrique des chauffe-eau et c'est la plus grosse entreprise de la région. Comme ailleurs, les travailleurs avaient débrayé (à 70 pour 100) de 11 h. à 11 h. 15. Le lendemain, une note de service était apposée, dont les termes étaient effarants. La direction de l'usine, y lisait-on, doit distinguer « entre ceux qui font bien et ceux qui font mal ». A la suite de la grève, elle fait toute réserve sur des primes de fin d'année pour ceux qui ont manifesté. La note annonçait également le report de la réunion prévue pour les médaillés du travail et certaines « sanctions disciplinaires ».

Ces sanctions étaient réservées aux délégués titulaires du personnel et du comité d'entreprise (5 C.G.T., 1 C.F.T.C.). Le jeudi, tous les six étaient mis à pied « jusqu'à ce que l'on ait statué sur leur sort ».

Les syndicats entreprirent immédiatement des démarches à l'inspection du travail, à la mairie et à la préfecture.

Le conseil municipal devait justement se réunir à 18 heures.

Une foule nombreuse de travailleurs de tous les syndicats et de toutes les entreprises y avait accompagné les délégués de Chaffoteaux qui étaient à nouveau reçus par le maire. Les conseillers de la minorité (7 P.S.U., 5 Action Travailiste) s'abstinrent pendant ce temps de pénétrer dans la salle, empêchant le premier adjoint d'ouvrir la séance sur d'autres questions.

Au début de celle-ci, le maire (élu sur la liste M.R.P.) fit une déclaration demandant au conseil municipal de lui faire confiance jusqu'au lendemain matin pour arranger l'affaire. Notre camarade Mazier prit alors la parole au nom du groupe P.S.U. ; il donna lecture de la motion adoptée par le comité départemental de vigilance antifasciste qui venait de se réunir et demanda aux conseillers d'en adopter une semblable. Une suspension de séance fut décidée et l'assistance applaudit notre camarade.

Finalement, la résolution suivante put être adoptée :

« Le conseil municipal de Saint-Brieuc, profondément choqué par l'attitude de la direction des établissements Chaffoteaux, la désapprouve formellement. Il charge le maire de suivre avec vigilance le déroulement de la situation et se considère comme convoqué pour demain 18 heures si aucune décision favorable à la réintégration du personnel mis à pied n'est intervenue et si les sanctions ne sont pas rapportées. »

Il n'est pas inutile de rapprocher cette motion unanime de l'attitude adoptée par la majorité de droite en fin de séance quand il fallut voter sur une résolution du groupe P.S.U. dénonçant le péril fasciste. La majorité n'accepta de voter qu'un texte plus vague, évitant soigneusement de mentionner l'O.A.S. et le fascisme, et réclamant l'ouverture de négociations pour la paix en Algérie. La pression de l'opinion publique se faisait moins sentir.

En ce qui concerne l'affaire Chaffoteaux proprement dite, une victoire totale fut obtenue le lendemain matin. Le directeur de l'usine rapporta toutes les sanctions.

Les syndicats avaient décidé de toute façon un meeting pour le soir à 18 h. 15. D'autres organisations (P.S.U., P.C., S.F.I.O., Action Travailiste, Ligue des Droits de l'Homme, etc.) appuyèrent ce mot d'ordre. On lut dans l'enthousiasme général la lettre de capitulation du directeur. Un défilé groupant près de 2.000 personnes parcourut ensuite les rues de la ville, scandant des slogans anti-O.A.S.

En conclusion, l'inconscience d'un patron (qui s'est déjà signalé dans le passé par ses méthodes autoritaires et son hostilité aux syndicats) a permis, grâce à la réaction immédiate des organisations démocratiques, une prise de conscience du danger fasciste. Cette fois, la S.F.I.O. et Force Ouvrière se sont jointes au mouvement.

J. GALAUP.

A Paris comme à Alger le régime gaulliste ouvre la voie au fascisme

DEPUIS qu'a commencé la guerre d'Algérie, Alger a toujours devancé Paris : pour prévoir presqu'à coup sûr les maux qui devaient nous atteindre, il aurait suffi de considérer ce qui se passait de l'autre côté de la Méditerranée. Restrictions de plus en plus sévères de la liberté d'opinion et d'organisation pour les démocrates, mépris des règles traditionnelles de la justice et multiplica-

Il constitue des commandos de nouvelles équipes policières que, par crainte des noyautages ou des représailles, il doit faire travailler comme des services secrets d'espionnage ou de contre-espionnage. L'O.A.S. se livre au terrorisme ? On répondra en organisant des équipes officielles de contre-terroristes. La police n'est pas sûre ? On improvise des polices clandestines. La confusion est ainsi por-



(Agip)

« Si les pouvoirs publics ne sont pas en mesure de faire leur devoir, c'est aux républicains de réagir. »

tion des tribunaux d'exception, arrestations arbitraires, camps d'internement, capitulations du pouvoir civil devant des chefs militaires de plus en plus arrogants, intimidation des démocrates par la menace d'abord, ensuite par l'attentat, déchaînement de violence, atmosphère de complot permanent : tout est venu progressivement d'Algérie en France.

Les « libéraux » d'Alger, dès le temps de Robert Lacoste, ont toujours été dénoncés comme complices du F.L.N., celui-ci dénoncé lui-même comme complice du communisme. Que s'organise à Paris une journée contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie, que l'initiative en soit prise par toutes les organisations syndicales, qu'elle soit approuvée dans plusieurs départements, même par la S.F.I.O. ou le M.R.P., le gouvernement qualifie cette journée de machination communiste ; il déchaîne contre elle les éléments les plus agressifs de sa police, recrutés parmi les ultras, les anciens d'Indochine, les anciens d'Al-

gerie. A l'université d'Alger, les jeunes « pieds noirs » font la loi. Ni les étudiants algériens, ni les étudiants européens libéraux ne peuvent faire entendre leur voix. Les élections des associations générales d'étudiants ne sont qu'une comédie dont le dénouement est connu d'avance. De même, en France, voici des mois, que le ministre de l'Education nationale a entrepris de démanteler l'U.N.E.F. C'est lui qui a suscité et soutenu l'organisation rivale, la F.N.E.F. Il lui a attribué d'autorité, avant qu'aucune consultation n'ait permis de mesurer sa valeur représentative, un certain nombre de sièges dans les organismes où les étudiants sont représentés.

Voulons-nous savoir ce que demain nous réserve ? Regardons encore une fois Alger.

Ici, c'est déjà entre Européens la guerre civile, une guerre civile où le régime gaulliste est dépassé par ceux qui l'ont imposé en 1958. Débordé, impuissant, le pouvoir sait qu'il ne peut plus compter, ni sur les cadres de l'armée, ni sur la magistrature, ni sur la police. Les quelques hommes qu'il fait arrêter s'évadent après quelques jours de détention grâce à de multiples complicités. Des officiers, frappés de condamnation avec sursis après le putsch d'avril, servent dans les rangs de l'O.A.S. Si, d'aventure, un colonel est considéré comme fidèle au gaullisme, il est assassiné et ses meurtriers échappent à toutes les recherches. Pour contrecarrer les émissions pirates de l'O.A.S., on organise un système de secours à partir d'un bâtiment de la marine nationale ; bien que tout ait été mis en place dans le plus grand secret et qu'un tout petit nombre de personnes aient été mises au courant de l'affaire, l'initiative est connue de l'O.A.S., un sabotage est organisé pour détruire le navire.

Comment alors le pouvoir tente-t-il après ces échecs, de pallier ces défailances et ces trahisons ?

mieux
vaut
tard...

Le gouvernement en est arrivé à ce point qu'il ne se soucie même plus de savoir si les mensonges de sa propagande ont au moins une apparence de vraisemblance. On sait que M. Terrenore a déclaré, à l'issue d'un Conseil des ministres, que les manifestations du 19 décembre étaient « manipulées » par le P.C.

Bien sûr, personne ne « marche ». On sait que l'initiative avait été prise par quatre grandes organisations syndicales. De plus, c'est un fait incontestable qu'à leurs militants et à ceux du P.S.U. ou du P.C., se sont joints non seulement beaucoup d'inorganisés, mais aussi de nombreux militants de la S.F.I.O. bien que la direction de celle-ci ait encore marqué quelque réserve dans ses mots d'ordre. Dans les départements, les fédérations S.F.I.O. se sont souvent plus nettement engagées.

Des conseillers municipaux S.F.I.O. de la Seine ont été victimes de la brutalité policière. Au lendemain des manifestations, le comité directeur de la S.F.I.O. a publié un communiqué. Celui-ci proteste contre « la scandaleuse répression ». Mais la partie la plus intéressante de ce texte est la suivante :

« Par le chantage, le bluff, la peur et l'action terroriste, les hommes de l'O.A.S. ont créé un courant attentiste de lâcheté et de complaisance dans bien des milieux y compris dans les corps de l'Etat. Cette dégradation morale a été rendue possible par le comportement de l'exécutif. La passivité du président de la République et le caractère de complicité envers les factieux d'une partie de l'action gouvernementale ont encouragé l'attentisme... Les manifestants antifascistes sont sauvagement frappés alors qu'on fait appel à l'action populaire lorsqu'une révolte ouverte menace de balayer le régime. Au contraire, les factieux continuent d'échapper à une répression verbale et inconsistante. »

C'est la première fois que la direction de la S.F.I.O. renonce à sa traditionnelle distinction entre le méchant Debré et le bon de Gaulle. Jamais encore elle n'avait aussi directement mis en cause le président de la République. Cela ressemble fort à une autocritique.

N'en doutons pas : si aujourd'hui Mallet doit contresigner des déclarations de cette nature, c'est parce que les militants sincères voient bien la réalité politique du régime gaulliste. Cette évolution ne fait que commencer. Les événements la précipiteront. Notre action doit y contribuer.

Le billet de J. Binot

Quels souhaits?

Le 29 décembre, M. de Gaulle présentera donc ses vœux aux Français par radio et télévision. Aux Français ou plutôt « à la Nation », entité abstraite, alors que les Français font un ensemble si mélangé !...

Il n'est pas précisé s'il s'habillera en général ; il n'est pas précisé davantage s'il annoncera la paix en Algérie pour le même quart d'heure que celui de M. Lacoste, avec le rétablissement dans leur intégrité des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Il serait de même aventuré de croire qu'il exprimera des excuses ou des regrets à ceux des Parisiens qu'il a fait assommer par sa police le 19 décembre — ces Parisiens coupables d'avoir voulu flétrir les crimes de l'O.A.S. et de s'être somme toute souvenus d'un certain dimanche soir où le même M. de Gaulle, d'une voix qui ne craignait pas, les appelait à l'aide...

Au vrai, promettrait-il la restauration des droits et le retour de la République, le promettrait-il que nous n'y croirions pas.

Car cet homme — qui n'est qu'un homme et non point un dieu ni un génie — qui ne détient nullement la vérité en toutes choses comme le proclamait récemment je ne sais quel jocrisse de l'U.N.R., cet homme, depuis le 13 mai 1958, a tant parlé, tant fait de phrases contradictoires et vaines, tant promis, tant rusé qu'il ne peut plus prétendre qu'on l'écoute.

A l'heure où l'année finissante s'appête à jeter sur les épaules de l'année qui vient son fardeau d'iniquités, de mensonges, de menaces et de périls, les Français dessillés n'ont besoin que de son silence.

Pierre LUQUET.

L'O.A.S. le pouvoir et la gauche

LES attentats, les assassinats, les chantages et les vols de l'O.A.S. commencent à inquiéter l'opinion publique et à semer le trouble dans les esprits. On se demande jusqu'où peut aller cette organisation terroriste. Est-il vrai qu'elle peut frapper qui elle veut, quand elle veut, où elle veut? Est-elle capable de s'attaquer sérieusement à ce qui nous reste de libertés après plusieurs années de régime personnel? Quels sont ses objectifs réels? Autant de questions qu'il est impossible d'esquiver.

L'O.A.S. est un produit de la guerre d'Algérie et de la décomposition de la domination coloniale française. Elle regroupe des gens d'origines diverses, Français d'Algérie, militaires de carrière, etc., qui ont en commun la volonté de s'opposer à l'évolution actuelle de la situation en France et en Algérie. Leur objectif essentiel est d'empêcher l'indépendance algérienne en imposant en France un nouveau pouvoir plus décidé à défendre ce qu'ils estiment être leurs intérêts essentiels. Il est fort vraisemblable que la plupart d'entre eux ne croient guère à l'intégration ou à l'Algérie française et sont prêts à se raccrocher à toutes les opérations de retardement du type partage ou regroupement sur les zones urbaines côtières, qui leur laisseraient de larges possibilités pour poursuivre la lutte contre le F.L.N. et le mouvement algérien de libération.

A priori, il paraît donc difficile de caractériser l'O.A.S. comme un mouvement fasciste. Mais cette première impression, soigneusement entretenue par la presse du type « Auroré » ou « Parisien Libéré », est trompeuse. L'action de l'O.A.S. mène logiquement au fascisme. Sachant qu'elle ne peut compter sur aucun appui véritable dans les masses populaires qui sentent que cette guerre n'est pas leur guerre, cette dernière est en effet amenée à se tourner vers les couches les plus réactionnaires de la société française. Mais surtout le type de pouvoir nécessaire à la mise en œuvre de la politique ultra ne peut pas ne pas être autoritaire et même totalitaire, car il lui faudra tendre les énergies pour imposer un programme impopulaire, c'est-à-dire pratiquement museler toute opposition venant des syndicats et les partis de gauche. Tout ceci se manifeste d'ailleurs clairement dans les attaques actuelles de l'O.A.S. contre les militants et les locaux des organisations de gauche. Les tentatives d'intimidations actuelles ne font que préfigurer la terreur de demain, si on laissait faire les démocrates à la Salan ou à la Godard.

« L'ennemi » est à gauche

Jusqu'à présent, l'O.A.S. n'a pas encore réussi à se transformer en organisation politique de masse, mais elle a fort bien réussi à étendre son réseau de complicités, y compris dans l'appareil d'Etat, armée, police, etc. Cela en soi est un phénomène suffisamment important pour que l'on s'interroge sur l'attitude de certains cercles des classes dominantes. La répugnance de l'armée à lutter contre le terrorisme ultra n'a rien de très étonnant : elle peut s'en servir comme moyen de chantage auprès du pouvoir gaulliste. L'attitude de la police, habituée depuis des années à considérer que l'ennemi principal est à gauche, n'a rien non plus qui puisse surprendre. L'attitude des grands industriels ou des hauts fonctionnaires qui financent ou qui protègent les commandos est apparemment plus difficile à expliquer. En fait, elle trouve son origine dans la crainte que leur inspirent les conséquences possibles de la décolonisation; perte de prestige et d'autorité du régime en France, dynamique révolutionnaire de l'Algérie indépendante avec ses répercussions probables dans toute l'Afrique. Sans être forcément d'accord avec les buts de Salan, ils ne voient pas d'un mauvais œil le développement d'une force susceptible d'être utilisée contre les Algériens lors des négociations (thèse des négociations triangulaires F.L.N.-gouvernement français-O.A.S.) ou capa-

ble d'agir comme une force de frappe contre le mouvement ouvrier et la gauche. Si l'on pense en termes de pouvoir, il semble assez probable que ces milieux envisagent la possibilité de se servir de l'O.A.S. pour substituer au régime gaulliste un nouveau régime réactionnaire s'appuyant sur les élites traditionnelles du type Pinay et sur l'Armée. L'O.A.S. est en quelque sorte une carte de réserve pour une partie du grand capital.

Ménager les intérêts des classes dominantes

C'est dans ce contexte qu'il faut situer la mollesse et les hésitations du régime gaulliste face à l'activité de l'O.A.S. Le pouvoir gaulliste, qui s'appuie essentiellement sur l'Armée, sur certains secteurs de la grande bourgeoisie et sur une grande partie de la technocratie d'Etat, ne peut pas ne pas partager les inquiétudes de ces milieux au fur et à mesure qu'approchent les échéances en Algérie. Il craint l'intervention des masses populaires dans cette crise, il cherche à ménager au maximum les intérêts des classes dominantes en France et en Algérie, tente de contenir la révolution algérienne dans les limites les plus étroites possibles. Il est donc tout à fait vain d'attendre de lui une lutte radicale contre l'activisme, c'est-à-dire une lutte qui soit basée sur la collaboration des classes populaires qui, elles, n'ont pas d'arrière-pensées en ce domaine. Il ne peut aller au-delà de l'emploi des moyens policiers de l'envoi de « barbouzes », car il ne veut absolument pas devenir prisonnier de la gauche. A cela, toutes les lamentations de J. Fauvet dans « le Monde », qui déplore le mépris du général pour les corps intermédiaires, ne changeront rien. On ne peut demander au pouvoir le plus réactionnaire depuis Pétain de se transformer en pouvoir démocratique, de lui-même.

Que la gauche contre-attaque

Aussi bien, face à la crise qui approche, la gauche ne doit-elle compter que sur ses propres forces. Elle doit même se persuader que pour beaucoup elle représente l'ennemi principal et qu'elle ne peut en aucun cas compter a priori sur la neutralité bienveillante du pouvoir qui n'a jamais toléré son action qu'étroitement canalisée et contrôlée. Il lui faut en fait s'attaquer aux racines du mal qui ronge notre pays depuis de trop nombreuses années : la guerre d'Algérie. Elle doit s'opposer à tous les atermoiements et se rendre compte que les manœuvres de retardement dureront tant que l'indépendance algérienne ne sera pas pleine et entière. De ce point de vue elle doit comprendre — comme le P.S.U. l'a souligné — qu'une solidarité de fait lie notre lutte à la lutte de l'admirable peuple algérien pour son indépendance. Plus la défaite des courants réactionnaires sera complète en Algérie, moins ils auront la possibilité de faire prévaloir leurs vues en France.

En outre, malgré la prétention du pouvoir à régler les questions seul, la gauche doit dès maintenant faire le maximum pour étouffer l'activité de l'O.A.S. en repérant, en isolant et en mettant hors d'état de nuire ses agents et ses complices sur les lieux de travail et dans les quartiers. S'ils ont affaire à des groupes d'auto-défense omniprésents et bien organisés, bénéficiant de la complicité des masses populaires, les tristes sires de l'O.A.S. ne pourront pas continuer longtemps leur sinistre besogne.

S'opposer aujourd'hui à l'O.A.S., c'est en fait préparer les conditions favorables à une contre-offensive de la gauche, et saper les bases d'un pouvoir personnel qui n'est fort que de notre faiblesse des capitulations répétées du mouvement ouvrier. La voie du redressement est ouverte, si nous le voulons.

J.-M. VINCENT.

Comment l'O.A.S. sera vaincue

L'ACTION de l'O.A.S. est déterminée par des officiers qui ont appartenu aux services psychologiques de l'armée.

Pour ces officiers, la conquête des masses et celle du pouvoir relèvent d'une « technique » qu'ils croient avoir apprise en Indochine, puis en Algérie.

De la lutte du peuple vietnamien et de celle du peuple algérien, ils n'ont, en réalité, retenu que les aspects extérieurs : les slogans de propagande, les réseaux politico-militaires, l'utilisation de la violence, etc.

Ils n'ont pas compris que ces méthodes n'avaient de sens que dans le contexte d'une grande lutte populaire et révolutionnaire. Mises au service de la cause adverse, c'est-à-dire de la cause du colonialisme, elles ont abouti à deux immenses faillites.

Leur double échec — Indochine, Algérie — n'a cependant rien appris à ces officiers. Ils veulent maintenant utiliser leur fameuse « technique » dans leur propre pays, pour la conquête de leur propre peuple.

On pourrait rire de cette prétention si l'action de ces officiers n'avait pas déjà conduit à de multiples assassinats et si elle ne s'appuyait pas sur un certain nombre de facteurs non négligeables.

Le premier de ces facteurs est constitué par la population européenne d'Algérie. Cette population, on le sait, réagit avec passion devant la perspective d'une indépendance qui doit permettre à la majorité musulmane d'exercer ses droits de majorité. Nous sommes persuadés que, mise devant le fait accompli d'un accord franco-algérien, une partie de cette population ouvrirait les yeux et chercherait à s'adapter à la réalité nouvelle. Mais tant que l'accord ne sera pas signé, les Français d'Algérie constitueront une masse de manœuvre idéale pour l'O.A.S.

Le deuxième facteur est lié à l'état d'esprit de l'armée elle-même. De nombreux officiers se refusent à admettre que la cause pour laquelle ils ont combattu sept ans en Indochine et sept ans en Algérie était une cause perdue d'avance, et ils reprochent — non sans raison — à de Gaulle de les avoir sur ce point longtemps trompés. Et puis, il y a aussi ces officiers qui ont commis des crimes monstrueux, qui ont fait de la torture une véritable institution et qui ne veulent pas avoir à rendre de comptes un jour de leurs actes. C'est le même état d'esprit qui anime ceux des policiers métropolitains qui ont les mains encore gluantes du sang de dizaines de travailleurs algériens. Ces gens sont prêts à tout pour éviter le châtimement qu'ils méritent.

Un autre facteur qui joue en faveur de l'O.A.S., c'est la complicité d'une partie de la haute administration et du gouvernement. Le régime, issu du coup de force du 13 mai, demeure prisonnier de ses origines. Le sabotage, l'inertie et la désobéissance ne cessent de le ronger.

Enfin, le dernier facteur — peut-être le plus important — est constitué par l'apathie politique d'une partie de la population française elle-même. Que cette population désire la fin de la guerre d'Algérie et qu'elle ait horreur de la dictature militaire, voilà qui ne fait aucun doute. Mais il faut malheureusement ajouter que pour beaucoup de Français ces sentiments ne se traduisent par aucun geste concret. La politique paternaliste du régime gaulliste, succédant aux déceptions de la IV^e République, les pousse à une certaine indifférence et à un certain scepticisme. Ils ne croient plus à la vertu de leur propre action, c'est-à-dire aux possibilités de la démocratie.

Et c'est sur cela que comptent principalement les chefs de l'O.A.S. « Ils ne nous aiment pas, pensent-ils, mais si nous leur faisons suffisamment peur, ils nous subiront. » C'est le raisonnement de tous les fascismes.

Aussi, pour combattre l'O.A.S. et pour briser sa tentative, il faut commencer par lui opposer partout une force supérieure et une résolution plus forte. Les hommes qui rêvent de contraindre le peuple à « se coucher » devant eux doivent être recherchés, dénoncés et contraints, en chaque occasion, à la retraite et à la fuite.

Notre Comité politique national a fixé à ce propos des objectifs qui doivent être ceux de l'ensemble des forces populaires. Il faut, a-t-il dit :

— démasquer les éléments O.A.S. et les isoler dans leur milieu de travail et leur lieu d'habitation ;

— dénoncer toutes les complaisances dont ils bénéficient et notamment dans l'armée, la justice, la police, les administrations et les entreprises ;

— mettre en demeure les hommes politiques et les organisations ainsi que les personnalités connues de désavouer publiquement les activités de l'O.A.S. ;

— exiger des directions des entreprises commerciales et industrielles l'engagement de leur refus de cotiser à l'O.A.S. et sanctionner par des actions de masse tout refus ou violation de cet engagement ;

— assurer le contrôle permanent des installations et des administrations vitales et se préparer à prendre en main, en cas de putsch, la protection et le fonctionnement ;

— manifester par des actions publiques l'impossibilité technique pour l'O.A.S. de s'emparer du pouvoir.

Il va de soi que ces actions ne sont pas suffisantes et qu'il faut les inscrire dans le cadre d'un grand effort de mobilisation politique du pays tout entier pour la paix et contre le fascisme.

Mais ne nous trompons pas : sans ces actions, la mobilisation se fera dans des conditions difficiles et l'O.A.S. ne sera pas détruite.

Gilles MARTINET.

Le billet de Jean Binot

Un crabe se risque à dire...

« QUANT au rôle d'une gauche lucide — si je me risque à un avis — il est, je crois, d'y regarder à deux fois avant de se laisser pincer la main dans ce panier de crabes. »

Ainsi s'exprime, dans l'Express du 14 décembre, M. Jean Cau.

A qui un crabe — un vieux crabe de deuxième classe — se risque à répondre, de son panier où il n'a pas plus été pincé qu'il n'a souhaité pincer personne.

Et d'abord ceci : que ni la gauche, aveugle ou lucide, ni le monde politique pris en bloc, n'a, si j'ose dire, le monopole du panier de crabes : le monde du théâtre ou du cinéma, de la presse et des lettres, par exemple, ont aussi le leur et quelquefois plus d'un — mais M. Jean Cau a bien aussi son avis là-dessus ?

Qu'il faille, par contre, « y regarder à deux fois », on ne peut qu'être d'accord avec lui. Deux fois ? Mais oui ! et même quatre — mais ne pas y regarder de si haut, de si haut, de tellement haut que l'on ne vienne à tout confondre suivant une sorte de philosophie méprisante et stérile.

Car enfin, il y a, même à gauche, des crabes lucides, probes, voire courageux, qui ont le droit de n'être pas aussi gratuitement mélangés à... certains méroux auxquels il advient que l'Express de M. Cau fasse — involontairement, bien sûr — une réclame imméritée.

Alors, M. Cau, regardez-y à deux fois, à trois fois, à vingt fois si vous le voulez, mais épargnez-vous d'être si dédaigneux !

Et si vous vous sentez du cœur à l'ouvrage, donnez donc un coup de main à ceux des crabes que vous n'estimez pas trop indignes de votre compagnie.

COMMENTAIRES SUR DES COMMENTAIRES

VIENT de paraître, aux Editions du Seuil, le recueil de « commentaires » des films de Chris Marker. Des *Statues meurent aussi à Cuba si!*, chaque film voit épinglez ici, telles des feuilles dans un album, les phrases scintillantes qui augmentèrent le plaisir du spectateur.

On a souvent cité — pour quoi pas encore une fois — le célèbre passage de *Lettre de Sibérie* où, sur les mêmes images (une rue de Iakoutsk) se succèdent trois commentaires : « *Iakoutsk, capitale de la République socialiste soviétique de Yakoutie, est une ville moderne, où les confortables autobus mis à la disposition de la population croissent sans cesse les puissantes Zym, triomphe de l'automobile soviétique. Dans la joyeuse émulation du travail socialiste, les heureux ouvriers soviétiques, parmi lesquels nous voyons passer un pittoresque représentant des contrées boréales, s'applique à faire de la Yakoutie un pays où il fait bon vivre!* »

Ou bien : « *Iakoutsk, à la sinistre réputation, est une ville sombre, où tandis que la population s'entasse péniblement dans des autobus rouge sang, les puissants du régime affichent insolemment le luxe de leurs Zym, d'ailleurs coûteuses et inconfortables. Dans la posture des esclaves, les malheureux ouvriers soviétiques, parmi lesquels nous voyons passer un inquiétant Asiate, s'appliquent à un travail bien symbolique : le nivellement par le bas!* »

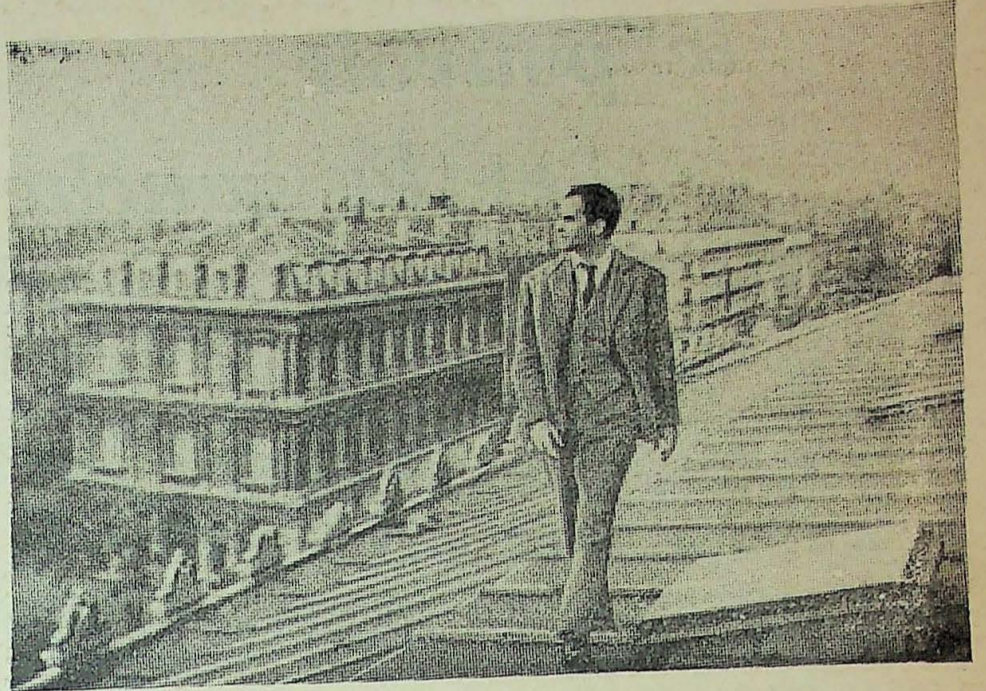
Ou bien, l'impartial : « *A Iakoutsk, où les maisons modernes gagnent petit à petit sur les vieux quartiers sombres, un autobus moins bondé que ceux de Paris aux heures d'affluence, croise une Zym, excellente voiture que sa rareté réserve aux services publics. Avec courage et ténacité, et dans des conditions très dures, les ouvriers soviétiques, parmi lesquels nous voyons passer un Yakoute affligé de strabisme, s'appliquent à embellir leur ville, qui en a besoin.* » Je vous laisse imaginer vous-mêmes les images... Il faut souligner que

Marker ajoute immédiatement « mais l'objectivité non plus n'est pas juste... Elle ne déforme pas la réalité sibérienne, mais elle l'arrête, le temps d'un jugement, et par là elle la déforme quand même. Ce qui compte, c'est l'élan... » Car pour Marker la foi en l'évolution a valeur de dogme. Ayant réalisé en 1955 *Dimanche à Pékin*, et le montrant à ses amis chinois en 1958, il s'entendit rire poliment au nez : « Oui, oui... c'était tout à fait comme ça... »

Un tel irrespect pour ce qui est figé et conservateur fait de cet admirateur des comics américains, de ce polisseur de phrases brillantes, le chanteur le plus émouvant des transformations, des naissances collectives. Cuba ou Israël ont servi tour à tour d'objet à sa curiosité attentive, à son humour amical. En France, on sait assez que l'esprit est subversif : Marker est donc subversif, et le premier et le dernier commentaires publiés (*Les Statues meurent aussi, Cuba si!*) se rapportent à deux films interdits. Raison de plus pour lire le livre : on a tellement dit que les films de Marker c'était de la mise en page, que le livre, très bien mis en page lui-même, restitue l'éclat des films. Mieux même : sans parler des films interdits, le texte écrit de *Lettre de Sibérie*, par exemple, est plus long que le texte actuellement inscrit sur la bande-son du film ; puis, il y a le commentaire intégral d'un film que Marker n'a pas (pas encore ? non, pas, tout court) réalisé : *L'Amérique s'amuse*. Il s'en serait fallu de pas grand-chose, semble-t-il, pour que ce film imaginaire soit le film réel *L'Amérique vue par un Français* de François Reichenbach ; tout cela pour vous dire que le lecteur est, dans la mesure des moyens comparés de l'imprimerie et de la machine Lumière, aussi bien partagé que le spectateur, que tout au moins rien n'a été négligé pour lui.

Concluons en citant ces quelques mots sur Fidel Castro, qui évoquent la résonance lointaine d'un Giraudoux globe-trotter et progressiste : « *C'est peut-être Robin des Bois... Seulement, prendre aux riches et donner aux pauvres, au siècle où nous sommes, ne consiste pas seulement à attaquer les diligences. Et lorsque Robin des Bois a lu Marx, lorsque dans ses montagnes il prépare les lois et les réformes de la future République, une partie du monde commence à s'apercevoir, avec douleur, qu'elle est en retard, aussi, d'un Robin des Bois.* »

M. R.



PARIS NOUS APPARTIENT

IL s'agit là de l'un des premiers films de ce qu'on a appelé la nouvelle vague et aussi de l'un des plus malchanceux. Jacques Rivette dut, faute d'argent, interrompre le tournage, de recommencer à quelques mois de distance... et le manque de moyens transparait parfois assez péniblement dans l'œuvre. Mais, au moment où les écrans parisiens sont inondés de navets colorisés, favorables aux digestions tranquilles des réveillonneurs, le film de Rivette se détache sur la masse, devient, avec sa maladresse et sa sincérité, le film le plus intéressant de la semaine.

Une jeune fille se trouve plongée dans un milieu qu'elle ne connaît pas. Etudiante, elle entre en contact avec un groupe de gens, qu'on peut qualifier de bohèmes ou d'intellectuels ou d'artistes, dont certains préparent un spectacle théâtral. Tous ces gens se connaissent, ont un passé, des connaissances communes, auxquels ils font allusion et qu'ignore la jeune fille. Elle essaiera de découvrir cette sorte de mystère, de savoir pourquoi l'un d'eux, qu'elle ne connaît que par ouï-dire, s'est suicidé ; cependant, le groupe continue de vivre et d'évoluer devant elle, et lorsqu'un second personnage mourra, elle n'aura pas pleinement compris si elle a eu affaire à un groupe de mythomanes détraqués, ou si vraiment il y avait là-dessous quelque secret, quelque mystérieuse conspiration.

Il ne s'agit pas d'un film policier,

les données du mystère ne sont jamais clairement exposées ; il s'agit plutôt de l'histoire d'une découverte progressive, d'ailleurs sans conclusion satisfaisante, et qui évoque certaines histoires de J.-L. Borges ou de G.-K. Chesterton. Les amateurs de mystère ne seront satisfaits que s'ils acceptent, au départ, de ne pas avoir d'explication finale, de se contenter d'une question (sans réponse) : est-il possible d'approcher un être par le reflet qu'il laisse sur les autres ?

Il serait dommage que ce film curieux, attachant, sincère et maladroit ne rencontre aucune audience, après les succès tapageurs enregistrés par les Chabrol et autres Godard ; il serait dommage que le « retour » de la vague qui se produit actuellement nuise à Paris nous appartient.

Marcel RANCHAL.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Semaine du 20 au 26 décembre

La pyramide humaine

(de Jean ROUCH)

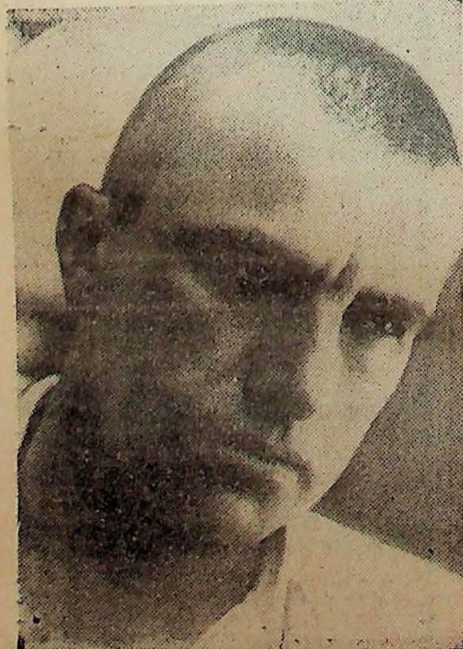
LE FLORIDE 43, Fg Montmartre
PROvence 63-40

Semaine du 20 au 26 décembre

HELLZAPOPPIN

le chef d'œuvre du burlesque américain
et un festival de dessins animés

Maiakovski, poète de la Révolution



(Roger Viotlet)

sa légende, sa fin tragique — il se suicida en 1930 — démentant, disait-on, ses convictions passées. Comme en outre ses pièces demeuraient à l'écart en U.R.S.S. — *Les bains*, après avoir été créée en 1930 par Meyerhold, ne fut reprise qu'en 1956 — on pouvait tout supposer.

Puis, voici quelques années, Elsa Triolet se souvint qu'elle fut belle-sœur du poète. Elle publia une étude exhaustive. A Moscou, le théâtre de la Satire, bientôt suivi par d'autres, reprit une pièce critiquant la bureaucratie, *La punaise*. On reparla abondamment de Maïakovski. On alla jusqu'à lui ériger une statue.

Aujourd'hui beaucoup de points demeurent obscurs. Le livre que Claude Frioux publie dans la célèbre collection « *Ecrivains de toujours* » (1) ne les éclaircit certes pas. Soucieux de ne faire de peine, même légère, à personne, il se contente d'allusions vagues. A son actif, on portera pourtant l'abondance des illustrations inconnues ici et des traductions de poèmes ignorés. Cela mérite évidemment l'attention.

Maïakovski naît en 1893. Il fait des études et participe, déjà lycéen, aux manifestations de 1905. En 1908, il entre au parti bolchevik : il est arrêté, une fois puis une seconde en 1909. En 1910, il prend des leçons de pein-

ture, se lie ensuite avec le groupe des peintres « cubo-futuristes » de Moscou. Il publie des vers, écrit une tragédie, jouée en 1913.

Tout naturellement, en 1917, il rejoint la révolution, après l'appel de Lounartcharski aux artistes. Lénine n'aime guère la folie, l'outrance, la furie de Maïakovski. Par contre Lounartcharski le soutient à fond : il écrit la révolution :

« ...Les riches du monde entier
et ceux-là
et ceux-ci
Lançaient des armées
et des flottes
Au milieu
des fusils
et de la voix énorme des canons
Moscou
comme un îlot
et nous sur l'îlot
Nous affamés
nous misérables
Avec dans la tête Lénine
et au poing un revolver »

Il la défend, l'aide. Se fait propagandiste, invente des slogans publicitaires pour les magasins d'Etat.

Parallèlement et parce qu'il ne sépare pas en lui le militant de l'artiste, sa poésie emprunte de nouveaux chemins formels. Touche-à-tout parce qu'il s'intéresse à tout, qu'il veut tout

vivre tout de suite, Maïakovski fait du cinéma, joue, écrit des pièces. Il court le monde avec la bonne parole à la bouche. En 1923, il dirige LEF, revue à laquelle collaborent Eisenstein, Pasternak, Babel.

En 1927, la crise politique qui divise le parti bolchevik atteint indirectement LEF. Le problème du « formalisme » est abordé. En 1929, Meyerhold monte *La punaise*. Un an après, son auteur adhère à la bien-pensante association des Ecrivains prolétaires. Puis il se suicide. A trente-sept ans.

Le poète direct, qui voulait une révolution insufflant un sang nouveau à l'art, a-t-il été déçu par l'académisme triomphant ? A-t-il été découragé par les réticences qui accueillirent du côté du peuple ses avances ? Nous ne le savons pas. Mais nous savons que les Meyerhold, les Lounartcharski, les futuristes, tous amis de Maïakovski, c'est contre eux que Staline dirigera bientôt ses coups. La disgrâce atteindra tout de même Maïakovski mort.

Il faudra attendre vingt-cinq ans pour qu'on réentende sa voix, la voix du poète.

Emile COPFERMANN.

(1) Aux Editions du Seuil.

Ratonnades-bis, à Paris

Le 19 au soir, les Parisiens naïfs qui ont manifesté contre l'O.A.S. ont bien cru un instant que leur action était avant tout dirigée contre les différents services de police (lesquels luttent avec l'efficacité qu'on sait contre l'O.A.S.). La brutalité, la sauvagerie avec laquelle C.R.S., gardes dits républicains, agents de police (syndiqués ou non) ont matraqué, au hasard, passants ou manifestants prêtait à confusion. Ici c'est un chef de station brutalisé dans la gare du métropolitain par des représentants de l'ordre. Là, un vieillard de quatre-vingts ans assommé. Et les habituels passages à tabac sous les porches des immeubles, voire dans les cafés.

Le bouclage

On pouvait le prévoir dès le matin: le pouvoir gaulliste n'accepterait pas une manifestation de rues. Dès midi, un service d'ordre important, tel qu'on n'en vit jamais pour lutter contre l'O.A.S., était mis en place de l'Hôtel de ville (et alentour) jusqu'à la Bastille. Des milliers de policiers sur pied de guerre, par petits groupes d'une vingtaine, filtraient les passants. Et l'analogie avec les procédés employés

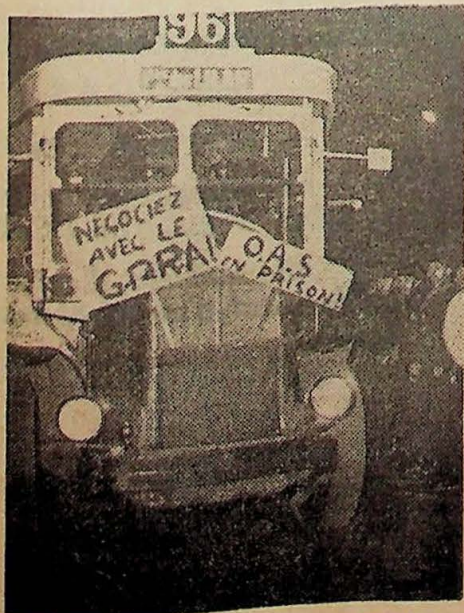
Premier bilan

D'après les témoignages des dirigeants du P.S.U. qui ont participé à la manifestation du 19 décembre, parmi lesquels Edouard Leprieux, Gilles Martinet, Claude Bourdet, Robert Verdier, Jean Poperen, Pierre Belleville, Henri Longeot, Maurice Klein, etc., le nombre des manifestants s'est situé entre 60 et 70.000 :

- Une première manifestation a fait le tour de la place de la Bastille-rue Saint-Antoine : 10.000 ;
- La manifestation du boulevard Beaumarchais : 10.000 ;
- La manifestation de la rue Ledru-Rollin à la place Voltaire : 20.000 ;
- La manifestation de la place des Vosges à la rue Réaumur : 6.000 ;
- La manifestation de la République : 5.000 ;
- La manifestation du boulevard Saint-Michel au Pont-Neuf : 5.000 ;
- La manifestation de la rue des Tournelles à la rue Saint-Antoine : 3.000 ;
- La manifestation de la rue des Francs-Bourgeois-boulevard Sébastopol : 5 à 6.000.

Les premiers renseignements permettent de chiffrer à plus de 100 le nombre des blessés. Parmi eux figurent nos camarades Yvan Craipeau, membre du Comité politique national ; Raymond Le Loch, secrétaire des Etudiants Socialistes Unifiés ; Pennetier, membre du bureau fédéral de Seine-Banlieue.

en Algérie éclatait aux yeux. Le quartier était « bouclé ». Rangés sur une ou deux, voire trois files, d'innombrables cars et camions stationnaient.



(A.D.P.)

Jusqu'à la gare Montparnasse.

Dès 17 h. 30, on ne pouvait plus, à pied, approcher de l'Hôtel de Ville ni de la Bastille. A la Bastille, le spectacle valait le coup d'œil. Sur le trottoir désert enserrant la colonne, plusieurs officiers de police conféraient, distribuant des ordres, tandis que motocyclistes casqués ou voitures-pies circulaient, affairés.

Manifestation de masse

Aux triques, aux fusils, aux grenades (car les C.R.S. étaient pourvus de grenades lacrymogènes), la manifestation ne prétendait opposer que la force du nombre, la volonté de la majorité. Dérision ! Dès le début de la manifestation proprement dite, on le vit. Du boulevard Henri-IV, où nos camarades étaient massés, une clameur monte : « O.A.S. assassins ! » La



Un ordre. Une charge...

(Agip)

banderole prévue est brandie à bout de bras. Six, sept, huit mille personnes sont là qui se dirigent lentement vers la Bastille. Premier heurt avec un barrage. On tente de parlementer. Bousculades. Hésitations. Et les matraques entrent en action. Mille fois, nous l'avons rapporté: mais comment ne pas souligner une fois encore que les policiers s'acharnent sur les malheureux tombés à terre, sur les femmes ? Une percée — quel autre terme employer ? — est opérée. Des camarades se précipitent. Ils atteignent la Bastille, au milieu des flash des journalistes. Plus tard, ils sont arrêtés par d'autres barrages. Là, plusieurs membres du service d'ordre P.S.U., entre autres, sont blessés à la tête.

De l'autre côté de la place de la Bastille, boulevard Beaumarchais, dix mille manifestants environ se rejoignent. Ils vont opérer un va-et-vient sur deux ou trois cents mètres, chaque fois arrêtés par des cordons de C.R.S. ou de policiers. Revenant vers la Bastille, ils emportent un premier cordon totalement incapable de résister à cette poussée. De la même façon, le groupe du boulevard Henri-IV avait déjà procédé. Mais, partant du boulevard Richard-Lenoir, des cohortes de policiers jaillissent. Ils prennent ainsi entre deux les manifestants.

Des dizaines de milliers

Si le service d'ordre mis en place par le pouvoir est parvenu, comme il

le voulait, à fractionner la manifestation, il n'est pourtant pas parvenu à isoler la Bastille. A plusieurs reprises, des manifestants y parviennent. Il est certain alors — et nous l'avons vu ailleurs — que si le flottement des premières minutes avait été évité, si une coordination des groupes avait été prévue, la police n'aurait rien pu opposer.

A la hauteur du métro « Saint-Paul », quatre, cinq mille personnes se massent. Elles parlent d'abord. Discussions avec les agents de police : on a lu les communiqués de leurs syndicats. « Vous êtes contre l'O.A.S. aussi ! » Certains vont jusqu'à crier : « La police avec nous », bientôt conspués par d'autres. Et un ordre. Une charge. Des blessés — tous à la tête — jonchent le sol.

Un groupe important de manifestants a réussi à se reformer, trom-

partis de gauche décident de concrétiser la lutte contre le nazisme, le pouvoir gaulliste se décide à... réprimer l'entreprise des syndicats, des partis. Cela, les manifestants du 19 décembre s'en souviendront.

E. C.

Communiqué du P.S.U.

Le Bureau national,

Les Bureaux des Fédérations de la région parisienne du P.S.U. communiquent :

De Gaulle et son gouvernement avaient interdit la manifestation parisienne du 19 décembre contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie. Cette manifestation a eu lieu : elle a rassemblé pendant plusieurs heures des dizaines de milliers de Parisiens, autour de la Bastille et dans plusieurs autres endroits de Paris.

Le peuple de Paris est maintenant éclairé : le pouvoir gaulliste, incapable de s'opposer aux attentats de l'O.A.S., a mobilisé en une soirée plus de forces policières contre les républicains, qu'en plusieurs mois contre les tueurs fascistes. Il se fait ainsi leur complice. La défaite de l'O.A.S. passe par l'élimination de ses complices, si haut placés soient-ils.

Les sauvages brutalités policières, encouragées par l'attitude du pouvoir gaulliste, constituent un défi que les organisations démocratiques et populaires, dont la cohésion et la détermination s'est affirmée le 19 décembre, sauront relever.

La complicité

« Votre devoir est de faire échec par les moyens les plus énergiques aux menées criminelles... »

Ce qui est vrai (en paroles) à Alger et erreur, en actes, à Paris.

Les explosions au plastique se multiplient : professeurs, intellectuels, démocrates sont les victimes toutes désignées des tueurs à gages de M. Salan. La carence des pouvoirs publics les encourage. Un plastiqueur est-il arrêté... il est quelques jours plus tard remis en liberté. C'est ainsi que l'opinion en condition.

Les inscriptions O.A.S., les slogans factieux salissent les murs. Les services de nettoyage de la préfecture de police, si prompts à faire disparaître les inscriptions « Paix en Algérie » sont brusquement paralysés. Les couloirs du métro Nation en fournissent le meilleur exemple : « O.A.S. = liberté », « O. A. S. veille », « O.A.S. = France »...

Mieux : des inscriptions à la peinture métallisée ont été réalisées sur les portes des couloirs de correspondance. Depuis un mois, chacun peut les admirer à loisir...

M. Messmer « parle énergiquement » à Alger. Mais à Paris, son collègue de l'Intérieur apporte un appui certain à l'O.A.S. en prétendant interdire au peuple parisien le droit d'exprimer massivement son refus à l'algérienisation de la capitale. M. Papon met en place un dispositif massif pour la répression des activités républicaines et démocratiques. Chose jamais vue, dès 13 heures, le dispositif répressif était en place...

MM. Frey et Papon connaissent-ils la définition pénale de la complicité ?

la vigilance des « gardiens de la paix », la matraque au poing. Les gradés donnent l'ordre de charger. La technique est simple : il suffit d'isoler un manifestant: dix gourdins l'assomment, vingt pieds le frappent. L'ordre gaulliste vient de remporter une victoire : un dangereux républicain a été mis hors d'état de nuire...

Un peu plus loin, deux bus de la ligne 96 sont arrêtés. Ils emporteront jusqu'à la gare Montparnasse deux pancartes : « Paix en Algérie ! »...

A la hauteur de la rue Vieille-du-Temple, plusieurs centaines de personnes se regroupent. La police les cerne en les prenant à revers par des rues adjacentes. Matraquages. Rue du Roi-de-Sicile, rue de Rivoli, d'autres groupes, d'autres cris : « Le fascisme ne passera pas ! », « Salan au poteau ! », « O.A.S. assassins ! »

L'exaspération

A quelque chose, malheur est bon... La violence avec laquelle le service d'ordre exécute les ordres du ministère de l'Intérieur est telle qu'elle parvient à atteindre le but opposé. Au lieu de susciter la peur, elle provoque l'exaspération. Les discussions, les réflexions reviennent sans cesse sur les mêmes thèmes : « Il faut recommencer » ; « Il faut mieux s'organiser ».

Autre point non négligeable: la clarification de la situation. M. Debré et ses sous-ordres ont nettement montré de quelle manière ils entendaient lutter contre l'O.A.S. avec des déclarations. Lorsque les syndicats, les

U. N. E. F.

L'EVOLUTION du problème algérien a conduit notre pays à la situation actuelle, où sont à la fois en jeu la possibilité d'une libre coopération entre la France et l'Algérie et l'existence même des libertés et de la démocratie en France.

Seule, la manifestation concrète de l'existence d'une opinion démocratique française soucieuse d'aboutir à la fin de la guerre d'Algérie et au rétablissement des libertés démocratiques en France pourra arrêter cette dégradation progressive des libertés, de l'esprit civique, à laquelle nous assistons depuis des années.

Les seuls moments où l'opinion française a pu exprimer massivement sa volonté ont été suscités par un appel des organisations syndicales, que ce soit le 28 mai 1958, le 1^{er} février 1960, le 27 octobre 1960, le 24 avril 1961.

La décision de la C.F.T.C., de la C.G.T., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F. d'organiser, le 19 décembre, une journée nationale d'action contre l'O.A.S. et pour la paix en Algérie par la négociation est le résultat de multiples discussions, de rencontres dont on peut regretter peut-être qu'elles n'aient pas abouti plus tôt, mais qui ont finalement permis l'organisation d'un mouvement d'une ampleur réelle.

Ce sera, en effet, la première fois depuis le début de la guerre d'Algérie qu'un arrêt de travail, dont la durée ne peut être, évidemment, que symbolique, sera organisé non pas seulement en réaction contre un putsch, mais, au contraire, pour marquer l'opposition des Français à toute activité fasciste et à la poursuite de la guerre.

Les étudiants, pour leur part, ont participé en masse aux actions prévues le 19 décembre, et ce n'est pas le nouvel attentat contre le siège de l'U.N.E.F. qui les a empêchés d'exprimer leur volonté lors de l'arrêt de travail de 11 heures et lors de la manifestation de la Bastille, le soir. Bien au contraire.

Dominique WALLON
Président de l'U.N.E.F.

ÇA CHE



Dominique Wallon



Louis Astre

J A M

A P P E L P A de la C.F.T. la F.E.N. e

La guerre d'Algérie continue alo
La prolongation du conflit dégra
démocratie, elle alimente le racisme et
le chantage, le racket, l'attentat, l'as
Face à cette situation qu'elle a
syndicales, la Confédération..., fidèle
décide de faire du mardi 19 décembre
— contre l'O.A.S. ;
— pour la paix en Algérie par
En conséquence, la Confédération
de quinze minutes LE 19 DECEMBRE
Elle souhaite, d'autre part, que
qu'ils soient, s'associent à cette manif
temps.

Ligue des Droits de l'Homme

La Ligue des Droits de l'Homme, dès le premier jour de la guerre d'Algérie, n'a cessé de préconiser l'union sans exclusive de tous les démocrates.

Aujourd'hui, plus que jamais, cette union est nécessaire pour lutter contre l'O.A.S., ses inspirateurs, ses agents et ses complices.

La Ligue des Droits de l'Homme a donc invité tous ses membres et tous ceux qui en dehors de ses rangs lui font confiance à participer en grand nombre, tant à Paris qu'en province, aux divers mots d'ordre donnés en ce sens à l'occasion de la journée du 19 décembre.

Pierre Mendès France

C'est un fait important que les organisations syndicales alertent l'opinion sur l'aggravation de la situation et qu'elles prennent conscience de la nécessité pour elles d'intervenir sur le terrain politique.

Elles savent que rien ne peut être résolu, paix en Algérie, progrès économiques et sociaux, etc., tant qu'un certain nombre de préalables politiques n'auront pas reçu leur solution. Elles nous donnent un bel exemple d'organisation et de coopération en appelant tous les Républicains à manifester ensemble le 19 décembre ; il faut répondre à leur appel.

F. E. N.

LA lutte contre l'O.A.S. est inséparable de la lutte pour la paix négociée en Algérie et de la volonté d'en créer les conditions, tant il est vrai que l'O.A.S. tire du conflit à la fois ses moyens et son assise psychologique. Et les événements qui se déroulent depuis le mois d'avril placent chaque jour davantage notre peuple en face d'un choix fondamental entre la négociation de la paix en Algérie et l'instauration du fascisme en France.

Ce choix s'impose désormais de toute urgence, car le désarroi des esprits, la dégradation des consciences, la dissolution de la collectivité nationale, fruits de la prolongation du conflit, semblent se développer dangereusement. Le racisme s'étend en France même ; Paris, pour sa honte, a vu renaître la chasse au faciès ; et le plastic y devient aujourd'hui, pour certains, l'argument essentiel.

Face aux fauteurs d'aventures de l'O.A.S., face aussi aux attermoissements du Pouvoir, il appartenait au monde du travail et à tous les républicains d'affirmer publiquement leur détermination. Mais une telle manifestation n'est probante, donc efficace, que si accepte d'y participer la masse de ceux qui ont, à ce sujet, un minimum de pensée commune. Le succès partiel d'initiatives trop particularistes peut laisser à l'adversaire le sentiment que la voie est libre ; il faut donc vouloir les moyens d'une adhésion massive et en accepter sans arrière-pensée les conditions.

Janvier et juin 1960, 27 octobre 1960, avril 1961, ont prouvé qu'à l'époque actuelle, la condition d'une telle efficacité réside dans l'action conjuguée des centrales syndicales. C'est pourquoi la F.E.N. s'est employée obstinément, malgré certaines difficultés créées au lendemain du 27 octobre 1960, à rendre à nouveau possible la coopération entre les centrales syndicales, non plus seulement « à chaud », comme en avril dernier, mais « à froid », préventivement cette fois. Les contacts pris dès les premiers jours de novembre auprès de la C.F.T.C. et de l'U.N.E.F., puis de la C.G.T. et de F.O., ont enfin abouti le 11 décembre dernier. Comme nous l'avions espéré, et bien que l'équivoque créée par certain communiqué politique publié simultanément ait pu en altérer un moment la portée, l'appel commun lancé ce jour-là par la F.E.N., la C.F.T.C., la C.G.T. et l'U.N.E.F. a connu aussitôt dans le pays un retentissement considérable.

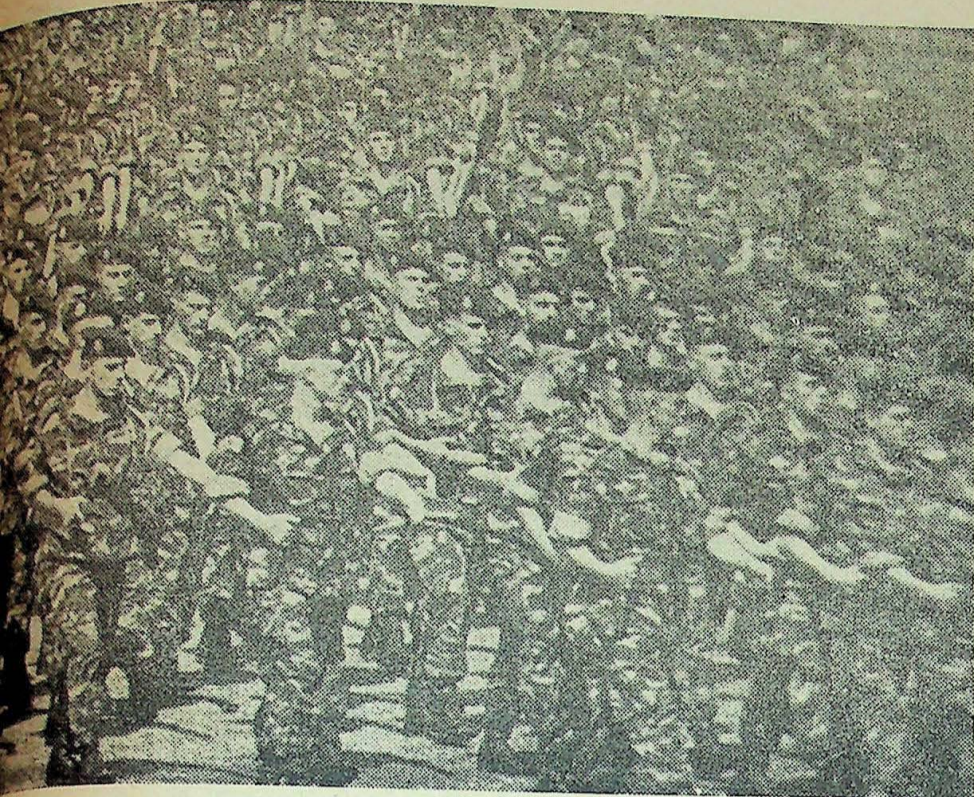
La journée nationale contre l'O.A.S. et pour la paix négociée en Algérie a été une initiative syndicale ; ainsi permit-elle le rassemblement de tous. En répondant aux mots d'ordre nationaux d'arrêt du travail et de toute activité le mardi 19 décembre 1961, à 11 heures, les travailleurs, les ménagères, n'apportent pas un tribut à telle ou telle organisation, leur geste est plus essentiel et de plus grande portée :

- Ils exprimeront leur volonté de citoyens
- de mettre fin à la guerre ;
- de s'opposer à l'entreprise de subversion O.A.S. ;
- de défendre ainsi leurs libertés, leurs droits et les chances de la démocratie dans notre pays.

Louis ASTRE
Secrétaire général du S.N.E.T.
Membre du Bureau de la F.E.N.

TOUS UNIS POUR LA

NOUS ?



MAIS !



André Berthelot



André Jeanson

RALLÈLE C., la C.G.T. l'U.N.E.F.

la paix est possible.

chaque jour davantage les libertés et la
fascisme. L'O.A.S., impunie, multiplie
l'assassinat.

minée avec les autres organisations
engagements qu'elle a pris dans le passé
journée de manifestation nationale :

négociation.

appelle... à un arrêt national du travail
à 11 HEURES.

les Françaises et tous les Français, où
à la même heure et pour le même

11 DECEMBRE 1961 (14 heures.)

PAIX. CONTRE L'O.A.S.

C. G. T.

L'APPEL à l'arrêt du travail et aux manifestations du 19 décembre s'inscrit dans une suite déjà longue d'actions unitaires des travailleurs contre le fascisme et pour la paix négociée en Algérie.

Il s'adresse aussi à l'ensemble de la population.

Car il répond à l'urgente nécessité d'opposer aux prétentions politiques des chefs factieux et aux tristes exploits de leurs hommes de main le front de toutes les volontés démocratiques dont la division est à la racine même des événements qui ont progressivement plongé notre pays dans le chaos que chacun constate aujourd'hui.

Face à l'impuissance d'un pouvoir prisonnier de ses origines et dont le comportement heurte la conscience de tout républicain digne de ce nom, le regroupement le plus large de tous les éléments sains de la nation apparaît plus que jamais comme la condition première et *sine qua non* des solutions qu'appellent le drame algérien et la dégradation de la démocratie en France qui est une des plus redoutables conséquences.

C'est pourquoi nous devons nous réjouir de ce que l'initiative des organisations syndicales (C.G.T., C.F.T.C., F.E.N.) et de l'U.N.E.F. ait été rapidement suivie et soutenue par certaines grandes formations politiques, qu'elle ait suscité, dans de nombreux départements et localités, des accords plus larges encore, qu'elle ait aussi contribué à balayer les exclusives dans lesquelles s'obstinent certains dirigeants et qui, par la division qu'elles entretiennent, ne servent, en définitive, que nos adversaires communs.

Ce ne sera pas le moindre mérite de cette journée du 19 décembre — dont le succès est d'ores et déjà assuré — que d'avoir donné ce nouvel élan à l'unité de l'ensemble des forces démocratiques, de progrès et de paix. Car, répétons-le, c'est dans cette unité que réside la clé des problèmes angoissants que pose la situation actuelle et devant lesquels il n'est plus temps, ni possible, de reculer.

André BERTHELOT

Secrétaire de la C.G.T.
Secrétaire général de l'U.G.F.F.

S.N.E.S.

Sect on

de l'Académie de Paris

La journée du 19 décembre, à ses différents moments : arrêt de travail du matin, manifestations de l'après-midi, doit dans notre esprit faire la démonstration, pour ceux qui en douteraient, que les travailleurs de France — et plus largement l'opinion — se dressent déjà contre ceux qui pratiquent, suscitent ou couvrent chantage et attentats.

Nous ne pouvons, en tant qu'enseignants et en tant que syndicalistes, accepter que le chantage, l'intimidation, l'attentat puissent être considérés comme moyens d'expression d'une opinion ou comme des procédés de règlement des conflits politiques.

En fait, il ne s'agit pas ici d'option politique ou idéologique mais d'abord d'un problème humain, d'un problème de morale et de dignité.

L'initiative des quatre centrales syndicales doit permettre l'unité dans la riposte.

Il s'agit d'imposer la paix et la sécurité : aucune organisation politique ne peut, ni ne pourra, quoi qu'elle dise ou fasse, prétendre avec succès en avoir le monopole.

Il s'agit d'une idée simple, née dans l'opinion publique elle-même et celle-ci se détournerait vite de ceux qui éventuellement révéleraient des arrière-pensées de politique partisane. L'histoire est du côté de ceux-là seuls que la liberté et la vérité ne gênent pas.

Nous sommes convaincus que ceux-là, sont — et seront — de plus en plus nombreux et l'emporteront.

C. F. T. C.

VENANT couronner toute une série de manifestations pour la paix en Algérie — série marquée pour la C.F.T.C. par la journée du 17 novembre — le 19 décembre a été voulu par les organisations syndicales. C'est en effet sur la base d'une initiative de la C.F.T.C., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F., que l'accord a pu se faire entre organisations syndicales et se traduire par les appels « parallèles » du 11 décembre. Notre volonté de donner une marque syndicale à la journée du 19 décembre n'est pas l'expression d'une orgueilleuse prétention d'être les seuls à défendre la démocratie et à vouloir la paix en Algérie, mais les circonstances, comme les expériences passées, nous font penser que c'est autour des organisations syndicales que le rassemblement des démocrates peut se faire le plus facilement. Nous pensons même que certain ralliement, volontairement précipité, à l'appel syndical, en voulant distancer les autres ralliements et imposer ainsi une coloration politique partisane à la journée, a failli constituer un obstacle redoutable à ce rassemblement. Tant il est vrai que proclamer les vertus de l'action unitaire et travailler sincèrement à la réalisation de cette unité ne sont pas forcément la même chose.

Quoi qu'il en soit, je me félicite de ce que de nombreux groupements et organisations appellent leurs adhérents et l'ensemble de la population à soutenir l'initiative syndicale. Je suis convaincu, ainsi que le soulignait le conseil confédéral de la C.F.T.C. vendredi dernier, que le 19 décembre sera « une grande journée d'action nationale contre l'O.A.S. et pour la paix négociée en Algérie ».

Car cette journée vient au moment voulu. En effet, l'O.A.S. en Algérie, après avoir réussi à « mettre en condition » la population européenne, en est arrivée ouvertement au stade de l'assassinat systématique.

En métropole, par un savant dosage de bluff, de chantage, de violences, un peu d'assassinats (pas trop, l'affaire n'est pas assez mûre, mais cela viendra), non sans utiliser la séduction : les évêques, les parlementaires, M. Guy Mollet sont des correspondants soignés par Salan, et bien entendu l'infiltration dans les rouages de l'Etat, rouages souvent complaisants, l'O.A.S. cherche à s'imposer et à imposer ses objectifs de fascisme et de guerre camouflés sous un nationalisme aussi vide que bruyant.

Il ne s'agit pas de s'exagérer le danger fasciste, les factieux ne sont pas dupes eux-mêmes de leur propre jactance, ils savent bien qu'au mieux pour eux, c'est une bataille de « desperados » qui les attend.

Mais à l'heure où la paix peut être toute proche, où les liens se nouent entre la France et le nationalisme algérien, le danger est que le fascisme réussisse à freiner le déroulement d'un processus encore fragilement engagé.

C'est pourquoi il faut, à ce moment crucial, que les travailleurs interviennent, et avec eux tous, les démocrates, pour signifier avec force et détermination qu'ils ne tolèrent ni que les chances de paix soient gaspillées, ni que la démocratie soit menacée.

Ce geste sera fait, massivement posé, mardi, à l'appel des organisations syndicales. Ce geste-là, en cette fin d'année, sera déterminant pour que l'aube qui va se lever sur la nouvelle année soit celle de la liberté et de la paix.

André JEANSON

Vice-président de la C.F.T.C.

Comment le régime "réforme" l'enseignement

UNE circulaire de M. Capelle, directeur général de l'Organisation et des Programmes scolaires, a provoqué ces dernières semaines une vive émotion parmi les enseignants et les parents d'élèves du Second degré. La presse s'est faite l'écho d'un fait révélateur aussi bien des volontés profondes du régime que de ses difficultés et de ses paralodies.

Une curieuse circulaire

Une circulaire parmi bien d'autres : circulaire de routine, visant à préparer la difficile rentrée scolaire d'octobre 1962 dans le Second degré : manque de locaux, manque de professeurs. Il n'est certes pas trop tôt pour envisager les palliatifs et les solutions de fortune que des années de carence gouvernementale contraignent aujourd'hui à envisager. Mais, avec étonnement, les lecteurs de la circulaire du 17 novembre découvrent qu'elle réalisait une véritable réforme de structure : pour faire face aux élèves entrant en seconde dans les lycées, il n'était question rien moins que d'expulser de ces établissements des sixièmes et cinquièmes, voire les quatrièmes et troisièmes.

La réforme du 6 janvier 1959 a prévu l'existence d'un « cycle d'observation » de deux années (correspondant aux sixième et cinquième) à l'issue duquel l'enfant est dirigé vers un enseignement court ou un enseignement long, général ou technique. Jusqu'à présent, ce cycle d'observation est organisé dans les divers établissements de second degré au sens large — lycées aussi bien que collèges d'enseignement général (ex cours complémentaires). Des commissions de la carte scolaire à l'échelon académique et départemental ont reçu mission de prévoir la création nécessaire d'établissements des divers types offrant aux enfants, par une indispensable décentralisation géographique, toutes les possibilités réelles d'orientation.

La circulaire du 17 novembre balayait tout cela d'un revers de main : tout le monde ira jusqu'à la cinquième, et bientôt jusqu'à la troisième, dans des établissements ressemblant fort à des collèges d'enseignement général.

Il n'est pas question de contester la valeur des C.E.G. et le rôle qu'ils ont joué et jouent encore. Mais baptiser réforme de l'enseignement la généralisation du C.E.G. comme établissement du premier cycle (de la sixième à la troisième) signifie en réalité utiliser pour faire ces classes des instituteurs à l'indice 430 et au maximum horaire de 24 heures à la place de professeurs certifiés (indice 550 pour 18 h.) et agrégés (indice 650 pour 15 h.) : on voit percer le gros bout de l'oreille financier. L'économie est d'envergure.

Si l'on ajoute qu'elle permet en même

temps de rabaisser le niveau général de cet enseignement public de premier cycle au niveau de l'enseignement privé correspondant, on fait d'une pierre deux coups. Et voilà comment l'on « démocratise ».

En 1945 le projet de réforme Langevin-Wallon prévoyait de donner à tous les enseignants — instituteurs compris — le niveau de formation minimum de la licence. En 1960 le projet de réforme Berthoin — application Paye — aboutit à abaisser le niveau des maîtres au baccalauréat !

Un pas en arrière

Ce pouvoir fort ne recule jamais — sauf quand on l'y contraint ! Le ministre de l'Éducation nationale a reçu les protestations des syndicats enseignants et des parents d'élèves contre cette ahurissante circulaire, juste au retour d'une tournée d'inaugurations à Caen et à Grenoble.

On sait le déroulement de ce contact entre le ministre et ses administrés : à Caen, un ministre cherchant en vain dans les locaux volontairement désertés de l'Université un étudiant à qui serrer la main ; à Grenoble, des millions de manifestants laïcs rassemblés — ailleurs — pour protester contre la destruction systématique de l'enseignement public entreprise en décembre 1959 par la loi Debré. Le ministre a dû estimer la dose suffisante. Il a soudain découvert que l'on avait mal interprété la circulaire du 17 novembre, et fait préparer derechef un nouveau texte qui annule purement et simplement les dispositions les plus voyantes du précédent.

En même temps il multipliait les déclarations rassurantes : aucune réforme des Ecoles normales d'instituteurs ne sera réalisée sans consultation des représentants du personnel. On sait qu'un rapport rédigé par un député U.N.R. (avec la double bénédiction du Régime et de la Hiérarchie ; mais n'est-ce pas en bonne part la même chose !) vise à démanteler les E.N. par un retour au système appliqué en 1941 par Vichy !

Le ministre retirait également des conseils d'enseignement auxquels il avait été soumis un projet modifiant l'actuelle composition des conseils d'administration des lycées en réduisant à 2 (au lieu de 4 à 8 selon les cas) le nombre des représentants élus du personnel.

Deux pas en avant, un pas en arrière. Il ne faut pas se dissimuler que si une vigoureuse riposte des syndicats et de l'opinion peut contraindre le pouvoir à reculer, ce n'est jamais qu'un répit temporaire — et un recul incomplet. Une à une, le pouvoir grignote toutes les conquêtes démocratiques et sociales du dernier demi-siècle. Il n'y a pas de compromis possible avec lui !

François ROMAIN.

Le ministre, l'Éducation populaire et la politique de contact

Les vacances d'adolescents

ON sait que la V^e République a développé ce qu'elle nomme la politique de contact. Cela se traduit, dans le domaine des questions relatives à la jeunesse, par une multiplication des rencontres, des colloques, des tables rondes, Nombre de groupements, séduits par ce nouveau langage ou convaincus qu'une politique de présence limite les éventuelles atteintes aux droits des mouvements, collaborent à ces confrontations.

Ainsi les associations regroupées au sein du G.E.R.O.J.E.P. ont-elles, individuellement, assisté aux réunions de Marly-le-Roi. En décembre 1959, on y traita, par exemple, des équipements des nouveaux ensembles résidentiels et de leurs futures activités éducatives. Pour cette raison, des sociologues, des techniciens de la culture populaire vinrent apporter leur témoignage.

Cette année, le haut commissaire à la Jeunesse et aux Sports amena dans ses bagages un invité non prévu : M. Vignon, président du C.N.E.L.A.J.

Une parenthèse s'impose, ici. Le Centre national d'études et de liaison des associations de jeunesse né en 1958 se situe immédiatement comme un anti-G.E.R.O.J.E.P. Il rassemble les représentants d'associations fantômes telles les Eclaireurs neutres de France, la fédération des Eclaireurs de France, ou d'associations n'ayant que peu de relation directe avec les jeunes telles l'U.N.O.R., l'Union nationale des combattants d'Afrique du Nord, l'U.N.C., etc. Le bulletin du C.N.E.L.A.J., à plusieurs reprises, s'est situé politiquement : en diffusant un manifeste du « Syndicat indépendant de l'enseignement public », ou en dénonçant nommément les associations composant le comité anticolonialiste.

Donc au dernier colloque de Marly-le-Roi, les délégués d'associations culturelles et d'éducation populaire découvrirent avec stupéfaction la présence dudit lorsque celui-ci proposa d'ajouter à l'ordre du jour un texte mentionnant l'Algérie française.

Jugeant la présence d'un tel « pédagogue » inopportune, d'autant que sa qualification en matière d'éducation populaire restait à démontrer, les membres d'associations affiliées au G.E.R.O.J.E.P. quittèrent la salle, refusant toute participation aux débats tant que Vignon s'y trouverait. Le poulain de M. Debré, imposé par lui à Marly, s'en fut. On peut supposer, désolé, et peut-être surpris. Rappelons que ce démocrate s'étonnait voici peu de temps, dans un numéro de son bulletin, de l'importance des subventions accordées justement aux mouvements appartenant au G.E.R.O.J.E.P.

Un décret en préparation, qui paraîtra vraisemblablement en début de l'année prochaine, va désormais permettre à toutes les associations, fantômes ou non, habilitées jusque-là, ou non, d'organiser des stages de formation de cadres pour camp d'adolescents. Le régime en vigueur actuellement accordait ce privilège aux associations spécialisées (quatre : une catholique, une laïque, une protestante et une technique) dans le domaine des colonies de vacances. Comme il n'existait toutefois pas de diplôme particulier, on supposait qu'un moniteur d'adolescents avait précédemment encadré une colonie d'âge scolaire. Après la réforme, il n'y aura peut-être pas de diplôme spécial mais un carnet délivré par le stage. Chaque stage, au vu de son programme et de l'équipe composante, sera habilité et comme tel subventionné. Le texte prévoirait aussi de limiter les effectifs des stages (à 30 membres), ce qui les fera se multiplier, d'où accroissement des besoins en cadres et difficultés accrues d'inspection par les services de la jeunesse et des sports. Grâce à quoi, n'importe qui — même les organisations du C.N.E.L.A.J. — pourra organiser des stages, puis des camps d'adolescents, sans qu'aucun contrôle n'intervienne.

L'octroi du congé culturel

On pourra opposer à ce projet dangereux le fameux congé culturel, lequel sommeilla de commission en commission, de bureau de ministre en bureau de ministre depuis une dizaine d'années.

Réduit à sa plus simple expression, il est enfin passé à l'Assemblée nationale après avoir été accepté par le gouvernement. Ce seront donc les travailleurs salariés, apprentis des secteurs publics et privés âgés de moins de vingt-cinq ans qui pourront obtenir un congé non rémunéré de six jours ouvrables afin de suivre des stages de formation de cadres, de moniteurs ou animateurs d'associations. L'employeur pourra refuser le congé si l'absence du salarié peut avoir « des conséquences préjudiciaires à la production et à la marche de l'entreprise ». Les associations réclamaient qu'un refus ne puisse être opposé à la demande plus de trois ans, qu'il revienne de droit à l'intéressé passé ce délai.

Le nombre des organisations agréées est limité. Il englobe celles qui se sont spécialisées dans l'éducation populaire.

Veillons à ce que M. Debré ne sente pas des velléités d'y inclure ses féaux.

E. C.

Le deuxième numéro de « La Nouvelle Revue Marxiste »

LA Nouvelle Revue Marxiste continue de suivre, avec bonheur, l'habitude qui s'est établie pour ce genre de publication : elle consacre une grande partie de chacun de ses numéros à un problème, ce qui permet de le présenter sous ses divers aspects et avec des nuances de pensée propres à chacun des auteurs.

— Le n° 1 s'est occupé principalement du problème de l'armée et de son rôle dans l'État capitaliste. Les événements d'avril 1961 — la mutinerie des généraux à Alger — avaient donné aux articles de ce numéro une grande actualité. « L'armée » a d'ailleurs réagi aussitôt. Par une circulaire spéciale, la vente, la distribution et la lecture de la Nouvelle Revue Marxiste ont été interdites dans les casernes, les mess d'officiers, dans les cantonnements, etc... « L'armée » a toujours peur de la vérité. Elle ne supporte pas la critique.

— Le n° 2 de la revue (qui a 120 pages au lieu des cent du premier numéro) est consacré à un tout autre problème. Il est peut-être moins « actuel », dans ce sens qu'il ne se rattache pas directement à des événements aussi spectaculaires que ceux du 22 avril. Mais la question

étudiée — La classe ouvrière et le régime — est d'une très grande importance pour l'action des partis qui se réclament de la classe des travailleurs, et des syndicats.

● Pierre Naville examine les changements qui se sont produits dans la composition de la classe ouvrière et dans la fonction du salariat. Son étude est d'autant plus utile qu'une grande confusion règne actuellement au sujet de l'évolution de la classe ouvrière consécutive à l'évolution du capitalisme et à la généralisation de l'automatisation.

● Pierre Rolle étudie le même problème en abordant l'aspect psychologique. Qu'est « l'ouvrier d'aujourd'hui » ? C'est à propos du livre d'Andrieux et Lignon qui porte ce titre qu'il se livre à une très intéressante analyse et discute certaines conclusions des auteurs.

● Une courte note de Serge Mallet résume ce qu'il appelle « L'audience politique des syndicats et des partis ». Ces constatations auraient besoin d'être développées davantage.

● Jean-Marie Vincent s'attaque à

un sujet similaire. Il étudie les difficultés qu'éprouve le syndicalisme — et en particulier la C.G.T. et la C.F.T.C. Il examine les changements que l'évolution du capitalisme impose à l'action syndicale, ainsi que les répercussions, sur la politique traditionnelle des organisations syndicales, des phénomènes économiques et sociaux nouveaux, notamment la planification.

A ces articles, consacrés directement au problème de « la classe ouvrière et le régime », s'ajoutent deux études d'un autre caractère, mais qui intéressent tous ceux qui se penchent sur l'évolution de la société capitaliste de production.

● Henri Lefebvre se penche sur la « Planification démocratique », question qui passionne actuellement tous les milieux politiques et économiques de gauche. Philosophe, notre auteur se devait de donner à son étude un caractère très élevé et un peu abstrait. Mais cela ne l'empêche nullement — peut-être même, c'est cela qui lui permet — d'étudier la planification démocratique avec une rigueur scientifique et d'en faire apparaître tous les aspects.

● De son côté, Oreste Rosenfeld publie dans ce numéro de la Nouvelle Revue Marxiste un article sur « la gestion des entreprises nationalisées ». Pour lui, la forme de la gestion détermine le caractère social d'une société qui aurait collectivisé

les principaux moyens de production et d'échange. Il critique sévèrement le système autoritaire de la gestion en Russie. Il élève de sérieuses objections contre la forme yougoslave de la « gestion ouvrière ». Il oppose à l'une et à l'autre la « gestion tripartite », préconisée dès 1919-20 par la C.G.T. française, dirigée à l'époque par Léon Jouhaux. L'auteur relie cette forme de gestion dans une société socialiste à la lutte actuelle des travailleurs.

Enfin, la revue publie un extrait de l'ouvrage que notre camarade belge, Ernest Mandel, va faire paraître prochainement aux Editions Julliard à Paris, sous le titre de *Traité d'Économie marxiste*. L'extrait publié concerne « l'accumulation socialiste et le taux de croissance économique ». A en juger par ces bonnes feuilles, l'ouvrage doit présenter un grand intérêt.

LA NOUVELLE REVUE MARXISTE

● Rédaction et administration :
6, rue Thouin, Paris-5^e.

Le numéro 4 NF
Abonnement annuel (4 n°s) .. 15 NF
Abonnement de soutien 50 NF

Les versements doivent être faits à : la Nouvelle Revue Marxiste, 6, rue Thouin, Paris-5^e.

C.C.P. PARIS 5617-88.

LE 15 DÉCEMBRE

A Clermont-Ferrand ...

Une manifestation contre l'O.A.S., qui s'est déroulée à Clermont-Ferrand le 15 décembre, a été un véritable succès. Organisée à l'initiative du Comité de coordination des organisations démocratiques, créé lors des événements d'avril dernier et regroupant vingt-huit organisations (Association des étudiants de Clermont, Amis de Témoignage Chrétien, C.F.T.C., C.G.T., Comité Audin, F.E.N., F.N.D.I.R.P., Libre Pensée, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement de la Paix, M.R.A.P., P.C., P.S.U., S.N.I., Syndicat des familles, Union Progressiste, etc.), cette manifestation débuta par un grand rassemblement à la Maison du Peuple où près de quatre mille personnes se pressaient dans la grande salle des fêtes ou débordaient dans les rues environnantes.

Un seul orateur : le secrétaire du Comité qui donna lecture d'un texte rédigé en commun et approuvé par l'ensemble des organisations représentées. Après avoir retracé la dégradation progressive du régime depuis le 13 mai, rappelés les concessions et les faiblesses du pouvoir gaulliste qui ont permis l'implantation de l'O.A.S., l'orateur déclarait : « L'O.A.S. multiplie les crimes depuis le 23 avril. L'assassinat politique est devenu courant. Le 16 novembre, se tient en plein Paris un meeting O.A.S., sous le couvert du Comité de Vincennes. Plusieurs députés y assistent, dont Godonnière, député de notre département, à la tribune... Les méthodes du nazisme en Allemagne avant 1930 sont aujourd'hui celles de l'O.A.S. en France : élimination des défenseurs de la République et de la liberté, intimidation des autres par la terreur, intoxication de l'opinion publique — tels sont les moyens que l'O.A.S. met en œuvre pour tenter de s'emparer du pouvoir. La vérité s'impose à tous : elle se sert de la guerre d'Algérie comme d'un tremplin pour imposer le fascisme à la France. »

Analysant l'attitude du pouvoir, l'orateur notait : « Tout en dénonçant du bout des lèvres ces menées antinationales et la préparation à la guerre civile, il ne s'inquiète pas de la situation. Pour arrêter les plastiquages, il offre un projet de loi sur les assurances contre les dégâts par plastique. »

Après avoir retracé les développements de l'action populaire et en particulier des grèves organisées pour protester contre les attentats, il lançait un appel à l'union : « Du combat de tous, dépend l'avenir de la démocratie. Notre union est la condition de la victoire. »

Une motion était ensuite adoptée par acclamations. Elle déclarait notamment :

« Le danger fasciste grandit. Seule l'union des masses populaires peut lui barrer la route. Nous exigeons du gouvernement qu'il prenne toutes mesures :

— Pour mettre hors d'état de nuire les assassins de l'O.A.S. ;

— Pour arrêter et condamner tous les dirigeants de l'O.A.S., sanctionner ceux qui la soutiennent, interdire la publication et la diffusion des textes de l'O.A.S. ;

— Pour que la police, l'armée et l'administration soient épurées de tous les éléments fascistes ;

— Pour assurer le respect des libertés syndicales et politiques, le droit de réunion et de manifestation pour

les travailleurs, les démocrates et les antifascistes.

Puis l'assistance se formait aussitôt en cortège, précédé de la délégation chargée de remettre cette motion au maire et au préfet. Banderoles et panneaux portaient des inscriptions antifascistes.

A travers les principales artères de la ville, ce fut pendant trois quarts d'heure un imposant défilé bloquant toute circulation. « Paix en Algérie... O.A.S. assassins... O.A.S. nazis... Salan au poteau... Front Populaire, et de Gaulle au poteau... », tels furent, pour la première fois à Clermont-Ferrand, les slogans que scandèrent les manifestants tout au long du parcours.

Le défilé aboutit enfin devant la préfecture et les responsables donnèrent l'ordre de dislocation. A noter que, durant toute la manifestation la police est restée totalement invisible.

... et à Bordeaux

QUATORZE organisations de jeunesse ont organisé, le vendredi 15 décembre, à Bordeaux, une manifestation contre l'O.A.S. et pour la paix.

Suivant une tactique maintenant éprouvée, elles avaient appelé à manifester en un certain point (place Gambetta), puis le véritable lieu de la manifestation fut décidé au dernier moment et rapidement répandu chez les militants des quatorze mouvements organisateurs, qui, à leur tour, ont ramené par petits groupes les manifestants, en réussissant à détourner l'attention d'un service d'ordre renforcé. A 18 h. 50, la manifestation démarrait place Puy-Paulin, et, par la rue de la Porte-Dijeaux, envahissait la rue Sainte-Catherine, rue très passante et à sens unique, créant un magnifique embouteillage qui devait paralyser la police. Le nombre des manifestants grossit rapidement pour atteindre 1.500 à 2.000 personnes au moins. Pendant ce temps, d'autres cortèges se formaient en d'autres points de la ville, contribuant à la dispersion du « service d'ordre ». La manifestation se déroula en ordre pendant une demi-heure, puis fut scindée en trois groupes de 500 à 800 manifestants, qui défilèrent jusqu'à 17 h. 30. Quelques incidents se produisirent cependant, en certains points : les agents usèrent de leurs matraques contre les passants, des enfants et des vieillards ont été ainsi frappés par les représentants de l'ordre ; puis ceux-ci pénétrèrent dans les locaux de l'Association catholique des Etudiants, rue Paul-Louis-Lande, et frappèrent les personnes qui s'y trouvaient, s'acharnant particulièrement sur un étudiant iranien qui avait le tort d'avoir la peau bistrée. A la suite de cet incident l'A.C. et l'étudiant iranien ont décidé de porter plainte.

Pendant toute la durée de la manifestation, aucune tentative de contre-manifestation ne s'est produite. Au contraire, de très nombreux passants applaudissaient et manifestaient leur sympathie.

LETTRE du Bureau National du P.S.U. au Secrétaire Général du Parti Communiste

Le Bureau national du P.S.U. s'est constamment attaché au cours de ces derniers mois, selon l'orientation fixée par le Congrès de Clichy, à créer les conditions favorables à la constitution d'un large front de lutte pour la paix en Algérie, contre le fascisme et contre le régime gaulliste. C'est avec cette préoccupation qu'il a suivi la préparation de la journée du 19 décembre.

Il a estimé qu'il serait utile pour l'avenir de tirer sans plus attendre un certain nombre d'enseignements des difficultés jusqu'ici rencontrées dans la recherche de ce résultat. Tel est le sens de la lettre que le Bureau national a chargé Edouard Depreux d'adresser au secrétaire général du P.C.F.

Paris, le 18 décembre 1961

Mon cher Secrétaire Général,

LES dernières semaines ont été marquées par un incontestable essor du mouvement antifasciste à travers le pays.

Nous devons nous réjouir des résultats obtenus, mais savoir aussi qu'ils demeurent insuffisants. Il faut à la fois élargir le front antifasciste et porter son action à un niveau plus élevé. C'est ainsi que nous pourrions briser dans l'œuf l'entreprise de l'O.A.S. et imposer la paix en Algérie.

Ce double objectif ne pourra cependant être atteint que si nous tirons toutes les leçons des expériences les plus récentes. Deux constatations nous paraissent de ce point de vue essentielles.

La première a trait à l'importance de l'action, et notamment au rôle des manifestations de rues. Depuis le 1^{er} novembre — c'est-à-dire depuis le jour où notre Parti a pris dans ce domaine la première initiative — les démonstrations se sont succédé à Paris et en province, en dépit de toutes les interdictions préfectorales. Leur ampleur et leur nature ont varié suivant les cas, mais l'effet d'ensemble a été excellent. C'est pourquoi, tout en regrettant les conditions dans lesquelles vous avez lancé, avec la C.G.T., la date du 6 décembre, nous avons demandé à nos fédérations de participer à l'organisation des manifestations prévues pour ce jour-là, partout où celles-ci étaient appelées à revêtir un caractère de masse. Nous pensons en effet que la méthode des délégations symboliques et des dépôts de pétitions aux mairies ne correspond pas aux possibilités et aux nécessités du moment. Pour que les manifestations puissent grouper le plus grand nombre possible de manifestants et pour qu'elles aient le plus grand effet sur l'opinion, il faut qu'une priorité soit donnée aux manifestations centrales dans les grandes villes ainsi qu'aux démonstrations organisées à la sortie des entreprises et des administrations.

La deuxième constatation que nous sommes amenés à faire

concerne l'élargissement du front antifasciste. Cet élargissement ne peut pas, dans les conditions présentes, être obtenu par un accord entre la S.F.I.O., votre Parti et le nôtre. La S.F.I.O. accepte le contact avec nous, mais le refuse avec vous. Cela signifie que, pour réaliser l'accord le plus large, l'initiative doit être prise sur le plan national, soit par les syndicats, soit par les mouvements de jeunes, soit par les organisations civiques. La journée du 19 décembre, au succès de laquelle nous travaillons les uns et les autres, en fournit le meilleur exemple. Il n'aurait pas été possible de lancer un mot d'ordre de grève généralisée et d'organiser une véritable journée nationale si l'appel n'était pas venu de la C.G.T., de la C.F.T.C., de la F.E.N. et de l'U.N.E.F.

Vous avez, à plusieurs reprises — et déjà au moment du 27 octobre 1960 — contesté la justesse de cette tactique. Vous n'admettez pas, avez-vous dit, que le Parti Communiste joue le rôle d'une force de seconde ligne. Nous comprenons ce sentiment et nous avons nous-mêmes pour ambition de constituer un front dans lequel les partis et les différents syndicats — ouvriers, agricoles, étudiants — seront placés sur un pied d'égalité. Mais il y a, sur ce chemin, beaucoup d'obstacles. L'un de ces obstacles, nous vous l'avons toujours dit avec la plus grande franchise, est constitué par le fait que le courant historique de la déstalinisation n'en est encore qu'à ses débuts.

Sans doute ne pensons-nous pas que vous partagerez d'emblée ce point de vue. Mais nous voulons attirer votre attention sur la nécessité absolue pour vous comme pour nous de ne rien faire qui puisse restreindre la portée des initiatives prises par les syndicats. Ce sont eux qui ont la possibilité d'élargir le front, de surmonter les résistances et d'assurer l'unité. Il faut les y aider de toutes nos forces.

Je vous prie de croire, mon cher Secrétaire Général, à l'assurance de nos sentiments socialistes.

Edouard DEPREUX

Secrétaire National du P.S.U.

Henri Humblot plastiqué

Notre camarade Henri Humblot, secrétaire de la fédération de la Marne, a été victime d'un grave attentat, samedi 16 décembre.

L'explosion s'est produite à 21 h. 50. Elle était si forte qu'elle a été entendue nettement au centre de la ville, d'où le domicile de notre camarade est cependant assez éloigné. Les dégâts ont été très importants. La porte d'entrée a été réduite en miettes. Des éclats d'une grille ont été projetés avec violence dans le vestibule où les murs ont été criblés de trous. Des portes intérieures ont été brisées par le souffle de l'explosion ainsi que toutes les vitres, comme dans les immeubles voisins.

Il est miraculeux que cet at-

tentat n'ait causé que des dégâts matériels (qui sont estimés à 4.000 nouveaux francs). Quelques minutes avant l'explosion, la femme de notre camarade était encore dans le vestibule, dont elle venait de fermer la porte.

Cet attentat a soulevé une émotion considérable à Châlons-sur-Marne. Vingt-trois organisations politiques et syndicales de la région ont manifesté lundi dernier devant le lycée où Henri Humblot est professeur. Parmi ces organisations : le P.C., la S.F.I.O., la Ligue des Droits de l'Homme, les sections du S.N.E.S., du S.G.E.N. et du S.N.E.T., le S.N.I., l'U.N.E.F. et toutes les organisations syndicales ouvrières.

POINTES SÈCHES

Pour l'Arbre de Noël élyséen, M. de Gaulle s'était mis en tenue. Il a bien fait. La barbe et la hotte, et l'uniforme et le clinquant, les enfants adorent ça.

M. Mollet ne veut plus aller voir tout seul Mon général.

Ça me compromet — qu'il a dit Mollet.

La preuve, c'est qu'en 58, pour aller à Colombey, il emmena Deixonne

Monsieur Debré « prend en main » l'enquête de Lille.

Ces armes volées, encore une affaire de bazooka !

— D'ici ce que le dossier disparaît...

A Reims, dit le speaker, M. Michel Debré a brossé le tableau...

Le fait est que, dans l'art de la brosse...

Le week-end de formation de Seine-Banlieue

A l'ordre du jour : LA POLITIQUE SOCIALISTE DE LA JEUNESSE

DANS le cadre des week-ends de formation, la fédération de Seine-Banlieue a proposé aux jeunes militants du P.S.U. et J.S.U. un week-end les 16 et 17 décembre sur l'action « Jeunes ». Beaucoup de prospectus avaient inondé la fédération et l'on peut déplorer que seuls une vingtaine de militants aient répondu à cet appel. Pourtant, l'organisation du parti avait décidé de faire un effort financier en dérivant de la moitié le prix de revient du week-end, car on sait bien que les bourses « jeunes » sont maigres. Ceci se posait dans le cadre d'une maison de l'Y.M.C.A., aux Rochetons, que certains de nos militants connaissent déjà.

Le programme était ainsi composé : une phase de d'information, samedi, avec les exposés du camarade Personne, entraîneur à l'N.S. et de Raymond Franjoux, ancien commissaire aux Eclaireurs de France, une discussion politique avec les exposés du camarade Becu et du camarade Poperen le lendemain.

L'exposé de Personne était intéressant en tant qu'exemple de mainmise par le gouvernement sur les organisations de jeunesse. L'O.S.S.U., devenu l'A.S.S.U., malgré le changement dérisoire d'une initiale, est passée aux mains de M. Herzog, avec tout ce que cela comporte. Notre orateur nous a retracé les diverses phases de la lutte syndicale déclenchée par l'éviction du directeur de l'O.S.S.U., Flouret, au printemps 1960. La réaction très vive de la base du syndicat de la F.E.N. a provoqué un refus des professeurs d'organiser toute compétition scolaire de mai à juin 1960.

Mais elle a été manifestement trahie par ses dirigeants, qui ont plié devant Herzog, si bien, qu'au retour des vacances 1960, les militants syndicaux se sont trouvés devant le fait accompli. Si l'organisation de l'A.S.S.U. reste, au fond, la même qu'auparavant, la gestion au sommet ne pose pas de problème pour M. Herzog, puisque l'assemblée générale et le comité central sont entièrement de son bord.

Un tel exemple montre bien l'intérêt de l'Etat pour essayer d'encadrer la jeunesse, et on doute fort que cela soit dans un but purement humaniste.

S'inscrivant dans une telle perspective, l'exposé de Franjoux sur les mouvements de jeunesse était également propice à montrer l'intérêt qu'ont porté de tout temps les organisations politiques ou religieuses aux mouvements de jeunesse.

Il serait fastidieux de revenir sur un historique des mouvements de jeunesse que nos camarades connaissent.

Chacun sait l'importance et la couleur politique de ces mouvements actuels.

A remarquer quand même une nette désaffection de la jeunesse auprès de ces mouvements. Il existe actuellement peu de jeunes militants d'un mouvement, si politique et si athée soit-il. Ceci est à regretter, car ces organisations développent chez les jeunes un sens des responsabilités et des initiatives qu'ils acquièrent mal dans le cadre familial et encore bien moins dans le cadre devenu traditionnel de la « bande ».

D'ailleurs, toutes les organisations actuelles facilitent cette irresponsabilité de la jeunesse, en lui « vendant de la mer, de la montagne, des voyages », selon l'expression de Franjoux.

La soirée se termine par une veillée culturelle où Franjoux nous projeta des vues d'Afrique Noire.

Le dimanche matin, dès après le petit déjeuner, Gérard Becu présente le fait social Jeunes et les débuts dans la vie. Il montre que la jeunesse, d'abord considérée comme « groupe d'âge », est devenue un « fait social » et ceci malgré les conflits qui opposent longtemps partis et églises à leurs mouvements de jeunesse...

Tous les mouvements, quelle que soit leur obédience, apportèrent des justifications de leur existence qui, quoique d'inégales valeurs, contribuèrent à faire progresser la découverte du problème : tandis que les socialistes, dans le cadre d'une contestation globale de la société, dénoncent la surexploitation qui caractérise la condition de la jeunesse, les catholiques, au contraire, par l'analyse fractionnelle des problèmes, contribuent chacun, en ce qui les concerne, à donner des perspectives particulières aux luttes de la jeunesse. Pourtant, si nous ne partions pas de l'analyse de faits sociaux d'une part et de l'expérience des hommes d'autre part, les évidences les plus éclatantes resteraient voilées par des faits de second ordre. Ainsi, le « fait social Jeunes » ne se révèle, comme d'ailleurs l'existence des classes, qu'à la condition de le situer par rapport au procès de production. De cette façon, il apparaît que le jeune éprouve une aliénéation spécifique en tant que tel, puisque destiné à constituer une force de travail, il se trouve non seulement privé de rémunération, mais encore placé dans des conditions d'études ou d'apprentissage qui montrent assez que, malgré le rôle auquel il est promis, sa formation, son éducation sont considérées par l'Etat, comme une affaire qui lui serait purement personnelle.

Notre camarade replace le jeune dans le monde où il évolue, c'est-à-dire en pleine mutation des structures industrielles que les lois sur la scolarité et la santé viennent confirmer à chacun des stades de l'évolution. Il va sans dire que les interventions de l'Etat approfondissent, en dépit des progrès humains qu'elles marquent, l'existence du « fait social Jeunes », qui apparaît cependant irrégulièrement selon les branches industrielles, tantôt sous la forme où l'exploitation des jeunes apparaissait déjà au XIX^e siècle, ou encore sous des formes plus ou moins dignes du XX^e siècle. Quant à l'égoïsme des classes dirigeantes, il se manifeste de façon encore plus dramatique lorsque nous recherchons l'origine sociale des étudiants, ceux-ci étant issus des classes les plus privilégiées, et aggrave, en affirmant le caractère de classe de l'enseignement, l'aliénéation subie par les jeunes des classes populaires.

Chaque affirmation nouvelle s'appuie sur des chiffres tellement éloquentes qu'ils laissent souvent nos camarades étonnés.

Si l'âge de « l'aptitude à produire ou à fonder un foyer » marquait la fin de cette frustration ressentie au niveau des jeunes, il suffirait que « jeunesse se fasse ». C'est encore le vieillissement des cadres, les déboires de l'orientation pour des catégories socio-professionnelles précises, comme les paysans, les abus de toute sorte, l'inégalité avec les citadins, pour tous le problème du logement et, en général, le poids du passé pèse sur tous les jeunes. L'insertion, si difficile dans la société, serait cependant facilitée par l'organisation libre des loisirs et c'est l'occasion pour Becu de stigmatiser toutes les formes de loisirs appauvrissants qui marquent l'option traditionaliste. Les jalons que Becu pose ici contribueront à éclaircir ce problème à propos duquel on parle beaucoup sans toujours en ressentir le degré d'acuité.

Il revenait à Poperen de tirer les conclusions de ce stage et surtout de replacer dans le cadre de la politique socialiste le problème de la jeunesse.

Il rappelle que ce sont les grands traits de la condition des jeunes face à l'éclatement des structures traditionnelles — familiales, sociales et économiques — et ébauche les solutions qu'appelle le « fait social Jeunes ».

Ayant donné le sens que devaient prendre les revendications de la jeunesse, Poperen montre que les méthodes d'organisation traduisent nécessairement les aspirations — ainsi l'apparition des cellules J.S.U. a-t-elle correspondu à un moment de la lutte contre la guerre d'Algérie. Les formes d'action et l'engagement des jeunes ne signifient pas pour autant que la jeunesse est, en tant qu'elle-même, une force révolutionnaire. Ce rôle revient au parti dans son ensemble qui, pris en tant que point de confluence d'activités diverses, traduit l'orientation générale que les animateurs des secteurs vitaux souhaitent lui voir adopter. Les revendications de la jeunesse font partie du programme de transition et permettent, à côté des revendications générales, l'élaboration de la politique du FRONT SOCIALISTE, qui doit prolonger positivement la rupture du tête-à-tête stérile entre les organisations traditionnelles se réclamant de la classe ouvrière.

C'est en fonction de l'ensemble de ces tâches, conclut Poperen, que s'organise, tous les jours, le travail conjoint des J. S. U. et du parti.

Une discussion passionnée s'établit, apportant aux uns et aux autres des éléments de connaissances mutuelles... et, à l'heure de la séparation, chacun se félicite de l'intérêt de pareilles rencontres.

Deux nouvelles sections P.S.U.

A ARGENTAN, dans l'Orne. A noter le nom du secrétaire de section : Claude Sauchon, 5, rue du Méridien ; à CHALINDREY (Haute-Saône), avec, dès le début, dix adhérents.

Nos deuils

Notre camarade Guy Desson, membre du C.P.N., ancien député des Ardennes, vient d'avoir la douleur de perdre sa mère. Les obsèques ont eu lieu lundi matin à Chardony (Ardennes). Notre camarade Charles Lussy a prononcé une allocution. Au nom du Bureau national du P.S.U. et de « Tribune Socialiste », nous adressons nos condoléances et notre témoignage de sympathie à Guy Desson et à sa famille.

CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ

Le Noël des emprisonnés

DANS quelques jours, Noël... Dans quelques heures, le résultat de notre campagne, la somme de tous nos efforts. Combien de colis pourront être envoyés ?

Nous en avons conscience. Le nouvel effort que nous demandons sera pour beaucoup d'entre nous très dur. Mais chaque militant, chaque sympathisant du P.S.U. ne peut-il, au minimum, faire l'effort de nous adresser le coût d'un paquet de « gauloises » ? Si chaque section prend l'engagement de nous adresser le prix de 10 colis (au prix de gros, un colis revient à 15 NF), alors notre campagne sera gagnée. Est-ce impossible ? LE SAVEZ-VOUS ? A droite, chez l'O.A.S. et ses complices, la solidarité joue à plein. « Carrefour », celui des Salan, Lacheroy, Bidault et autres (après avoir été celui du Debré du 13 mai) a ouvert largement ses colonnes à une souscription pour les familles des « emprisonnés » de Brive ou de la Santé : VINGT-CINQ MILLIONS d'anciens francs ont déjà été recueillis... la souscription de la haine, de la guerre civile, du racisme, des tortionnaires marche bien...

IL NOUS FAUT AUSSI GAGNER CETTE BATAILLE, CELLE DE LA SOLIDARITE SOCIALISTE...

C'est possible si chaque militant se sent vraiment responsable, s'il comprend qu'il donne un contenu politique à son geste. Notre campagne solidarité n'est pas celle de la Croix-Rouge de M. François-Poncet (ancien employé du Comité des Forges et du « Figaro »), ni celle des dames d'oeuvres. Elle est celle de militants révolutionnaires participant ainsi à la lutte d'autres militants révolutionnaires. Elle est un coup d'arrêt aux compa-

gnés racistes. Elle est une forme de participation à une œuvre commune...

Notre succès sera fonction des initiatives qui seront prises. Voici ce que nous écrit un de nos camarades :

« Nous avons pris, à quelques camarades, l'initiative de lancer une collecte dans l'entreprise où je travaille. Nous avons en effet un embryon de groupe d'action socialiste et avons décidé de participer immédiatement par un apport de la cagnotte de notre groupe, cagnotte réalisée grâce à la vente de « Tribune Socialiste » dans l'entreprise. Nous avons pensé aussitôt qu'il serait bon de prolonger le geste par une collecte auprès de camarades sympathisants... La structure actuelle de G.A.S. ne nous permet pas de toucher à l'heure actuelle l'ensemble des travailleurs de notre entreprise, laquelle est particulièrement cloisonnée en différents laboratoires et ateliers. Cette collecte porte donc sur un atelier d'environ 70 compagnons et un labo d'environ 30 personnes. Nous avons réuni la somme de 109 NF que nous faisons parvenir à ton C.C.P... »

Ce qui a été fait ici peut être multiplié par dix, par cent. A condition de la vouloir, d'être convaincu de la nécessité de l'entreprise et de sa réussite. Le voulez-vous ?

D'urgence adressez vos versements à :

Louis HOUEVILLE,
47, rue Hoche, 47
MONTREUIL-SOUS-BOIS (Seine)
C.C.P. PARIS 10.862-28

LA COMMISSION NATIONALE
DE SOLIDARITE.

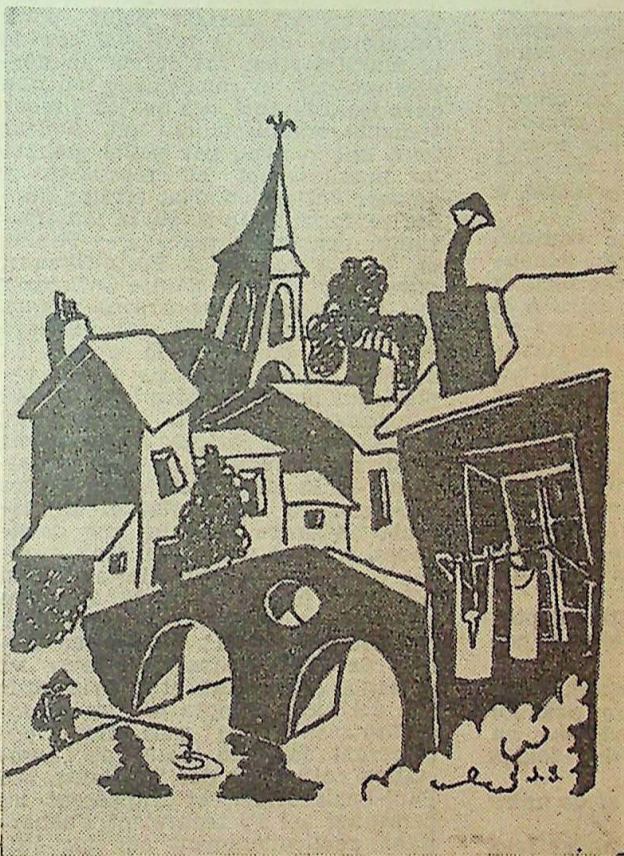
Cartes de Vœux

au profit
de la
Commission
Nationale
de Solidarité

1) Une série de 5 cartes
(et enveloppes) 2 couleurs
format 9,5 x 21 : 2 NF le jeu.

2) Une série de 5 cartes
(et enveloppes) 1 couleur;
format 10,5 x 13,5 : 1,50 NF le jeu.

C.C.P. Tribune
Socialiste
5.826-65 — PARIS



Election municipale à La Roche-sur-Yon

Une élection municipale complémentaire a eu lieu à La Roche-sur-Yon le 10 décembre 1961. Il s'agissait de remplacer le maire, décédé.

Grâce au scrutin majoritaire, la liste « Indépendants-U.N.R. » avait remporté les 27 sièges aux élections de 1949, alors que le conseil précédent avait une légère majorité de gauche.

Plaçant cette élection sur son vrai terrain, le terrain politique, le P.S.U. a présenté un candidat pour la première fois en Vendée : le camarade Henri Boucher, secrétaire de la section de La Roche-sur-Yon.

Ces résultats ont été encourageants, surtout si l'on tient compte des pertes de voix communistes et M.R.P.

Voici les résultats :

Inscrits : 12.185
Votants : 6.948
(43 % d'abstentions)
Nuls : 91
Suff. exprimés : 6.857
Ont obtenu :

Elu :
— Dr Michon (présenté par le Conseil municipal). Elu : 3.435
— Dr Pellen (S.F.I.O.) : 1.711
— M. Brunet (P.C.) : 646
— M. Marbœuf (M.R.P.) : 614
— M. Boucher (P.S.U.) : 451

M. Marbœuf avait été élu en 1955 avec 1.541 voix ; M. Brunet (ex-adjoint au maire) avait obtenu 1.757 voix au 1^{er} tour en 1959.

Seuls, le P.C. et le P.S.U. ont fait campagne. L'élection a eu lieu dans l'indifférence de la majorité, les jeux semblaient faits.

Les résultats de notre candidat n'en sont que plus encourageants.

CINÉMA

Jugement à Nuremberg

STANLEY KRAMER est un bon représentant de ce libéralisme américain qui, parfois, nous agace par une certaine manière sommaire ou moralisatrice de poser les problèmes, mais qui arrive souvent à trouver des accents assez justes. Kramer n'est nullement un apôtre : ce producteur-réalisateur fait des films à budget important, et se soucie de leur rentabilité. La Chaîne, Le Dernier Rivage, Le Procès du singe étaient pourtant ouvertement des films à thèse : contre le racisme, contre la guerre atomique, contre l'obscurantisme clérical. Il met en scène ici un procès fait, en 1948, à Nuremberg, à des juges allemands accusés d'avoir appliqué les lois nazies. Et il pose tout le problème de la responsabilité collective.

Disons tout de suite que le film est bon : très bien interprété, très bien mené d'un bout à l'autre, il ne lasse jamais l'intérêt pendant les trois heures. Il faut souhaiter, certes, que beaucoup de Français le voient — fussent-ils seulement attirés par l'affiche prestigieuse qui accumule les noms de grandes vedettes, Spencer Tracy, Richard Widmark, Burt Lancaster, Marlène Dietrich, Judy Garland, et un Montgomery Clift plus bouleversant que jamais. Il faut surtout souhaiter — est-ce trop rêver ? — que parmi les spectateurs certains se sentent gênés, et se posent quelques questions. Car la jurisprudence internationale concernant la répression des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, est toujours valable : il n'y a pas longtemps que des juristes réclamaient un « Nuremberg pour l'Algérie » dans un ouvrage qui fut d'ailleurs saisi (édité chez Maspéro). Et M. Vergès, qui fut de ces juristes, s'expliquait encore mieux dans le dernier numéro de Partisans : « Après Eichmann, Faulques », demandait-il, exposant la nécessité absolue d'une répression de ces cri-

mes, et affirmant le droit, pour les victimes, de juger leurs bourreaux.

Car au classique « on ne peut être juge et partie » vient s'opposer un simple constat : en pareille matière tout le monde est dans le coup, et on ne peut pas ne pas être partisan. En voyant Spencer Tracy sur l'écran, imaginez un instant une commission, ou des enquêteurs internationaux — je ne sais pas, Indiens, ou Irlandais — qui se promèneraient en France, qui questionneraient : « Mais enfin, les tortures, les ratonnades, les camps, vous ignoriez vraiment tout ça ? » et les réponses des milliers de braves gens « qui ne font pas de politique ». En voyant le film de Kramer, je pensais à ce qu'écrivait Claude Tresmontant : « Lorsqu'en 1945 nous avons appris que, dans les camps de concentration allemands, des millions de cadavres entassés ou brûlés étaient mis en lumière, nous avons commis une erreur. Nous nous sommes dit : seuls les Allemands sont capables de commettre des horreurs pareilles. C'est l'âme allemande qui se manifeste là... nous nous sommes dit : nous, Français, nous n'aurions jamais toléré cela. Nous sommes un pays civilisé, humaniste, chrétien. Nous nous sommes trompés. Les Français ont fort bien toléré qu'on torture, en Algérie et en France... »

Le débat de conscience du juge américain de Nuremberg, tel que nous l'expose Kramer, est intéressant — mais reste individuel, et Kramer ne nous le cache pas. Lorsque, après mûre réflexion et tourment de conscience, le vieux juge décide de condamner à la prison à vie les exécutants des lois nazies, il sait qu'il va à l'encontre de la politique américaine (on ne le lui laisse pas, d'ailleurs, ignorer) et que le gouvernement U.S., qui pense à la guerre froide et au réarmement allemand, considère déjà les anciens nazis comme d'utiles alliés, experts dans la lutte



(Archives)

« Mais enfin... les tortures, les camps... vous ignoriez vraiment tout ça ? »

contre le communisme. Il condamne pourtant et s'en va, l'âme en paix. Un sous-titre nous apprend que, parmi tous les gens condamnés à la prison à vie par les tribunaux de Nuremberg, aucun n'est encore aujourd'hui en prison. Pour être cohérent avec sa conscience, et dépasser le problème individuel, le juge devrait donc militer politiquement contre la politique des U.S.A... Cette dernière déduction n'est pas dite dans le film, mais elle est suffisamment claire.

Je crois en avoir assez dit pour montrer l'intérêt de ce film, qui n'esquive aucun aspect du problème et peut amener de fort intéressantes discussions. Hollywood peut encore nous réserver de bonnes surprises, comme le récent Spartacus, comme les autres films de Kramer : il est réconfortant de voir de tels films, à gros budget, contenir de telles idées.

Qu'ils soient possibles, et rentables, est un facteur d'optimisme sur le niveau d'un « grand public » que l'on dit trop vite, et trop souvent, infantile.

Marcel RANCHAL.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin — ODE 15-04

Du 27 décembre au 2 janvier

La pyramide humaine

(de Jean ROUCH)



La Paix de Jean Vilar

(d'après Aristophane)

AVANT de gagner le Théâtre National Populaire, l'autre soir, je lisais dans « Le Monde » une petite annonce insolite. On y précisait la construction de « Simone-Berriau-Plage », une station balnéaire située face aux îles du Levant, comprenant notamment, trois immeubles de grande classe, « Vu du Pont », « La chatte sur un toit brûlant », « L'heure éblouissante ». Pour ceux qui l'ignorent, rappelons que Mme Simone Berriau dirige le Théâtre Antoine. Qu'elle fit jouer ces trois pièces d'Arthur Miller, Tennessee William, Jacques Deval. Qu'elle bénéficie de coquets revenus un peu

partout. Qu'elle fut une amie de feu le Glaoui. Bref, pour elle, le théâtre c'est un peu comme un violon d'Ingres.

Si, en guise d'entrée en matière, j'ai cru devoir citer cette bizarre publicité, ce n'est certes pas pour nous plonger dans le monde des ragots « paripressiens ». Mais pour nous faire mesurer la distance qui sépare la conception actuelle du théâtre — salon de la bourgeoisie, où l'on cause — d'une autre, encore mal formulée certes, mais d'une autre ambition : la conception de Vilar, Planchon, quelques autres.

« Paix » en...

Ainsi, dans cette période où l'Etat s'effondre, où les bases de la tour d'ivoire de l'art sont minées, certains préparent leurs arrières (« Voulez-vous vous retrouver parmi de nombreuses personnalités de l'élite parisienne qui ont déjà retenu leur résidence ? » précise encore l'annonceur). D'autres, moins attentifs à leurs soucis esthétiques, ne cherchent plus qu'à faire de leur moyen d'expression, une arme.

L'adaptation de « La Paix », que Jean Vilar présente actuellement au T.N.P., doit être comprise de la sorte : c'est une protestation contre la guerre d'Algérie.

Le citoyen Trygée, d'Athènes, las des guerres, se rend au Ciel réclamer auprès des dieux la Paix. Chevauchant en guise de coursier un bousier, mangeur d'excréments, Trygée apprend que les dieux, las des hommes, ont fui. La guerre a pris leur place. Avec l'aide des laboureurs, des ouvriers, des artisans, après avoir acheté le silence d'Hermès, Trygée abattra la prison de la Paix. Il la ramènera sur terre avec Abondance et Fête, deux autres déesses. Et un nouvel âge d'or s'établira, troublé seulement des regrets des profiteurs de la guerre, marchands ou devins.

théâtre, tel qu'on nous l'offre habituellement.

On reprochera un côté un peu démagogique à l'ensemble — la réplique contre les partis, l'apparition du navigateur — et aussi l'aspect mythique : contre la Guerre, l'Union, etc...

Ici l'héritage d'Aristophane se révèle gênant aux entournures. Une œuvre contemporaine contre la guerre nous aurait certainement paru mieux venue. Vilar, habilement, dans le texte d'Aristophane, s'en excuse en évoquant la présence des Censeurs.

Jouée d'une manière détendue, avec une machinerie apparente, « La Paix » vient à son heure. Elle honore celui qui, par-delà chantage aux subventions ou « pressions » indirectes, a le courage de la présenter. Je le dis d'autant mieux que le répertoire du T.N.P., souvent alambiqué pour mon goût, se réclamant d'une vague et indéterminée « haute culture », niait toute réalité au contexte général.

Cette fois, Vilar a fait le saut. Il l'a fait durant une période dangereuse pour lui. Il a choisi. Nous l'en remercions. Mais ces jours-ci, nous avons vu que nombre de « critiques » ne le lui ont pas pardonné. Ils ont exécuté « La Paix » avec une rare désinvolture. Étonnant ? La guerre d'Algérie agit comme un révélateur.

Emile COPFERMANN.

Une farce politique

Vilar, de l'œuvre d'Aristophane, a tiré une face politique. Certes, l'aspect politique existait déjà chez Aristophane, car celui-ci ne craignait pas de faire du théâtre engagé. Mais Vilar l'a actualisé. Se référant souvent aux vénérables déclarations de notre grand oracle (les couteaux aux vestiaires... Je vous ai compris, etc.), il a accentué le côté farce. Le résultat est plus proche du cabaret de chansonniers, style siècle dernier, que du

LE FLORIDE 43, Fg Montmartre PROvence 63-40

Du 27 décembre au 2 janvier

TUEURS de DAMES

de MACKENDRICK (anglais)

et un festival de dessins animés



(J.-P. Leloir)

Vilar a choisi. Nous l'en remercions.

LES COLONIALISTES CONTRE NEHRU

TOUTE la presse française, britannique et allemande est déchaînée contre le pandit Nehru : le chef du gouvernement de l'Inde a, paraît-il, « déçu » les « partisans de la paix », comme elle se désigne elle-même.

Ce n'est pas la première fois que la presse de la bourgeoisie capitaliste attaque M. Nehru. On le critique lorsqu'il fait des déclarations sur la nécessité d'une entente entre l'Est et l'Ouest. On lui reproche de ne pas tenir la balance égale lorsqu'il dénonce les essais nucléaires de l'Occident et de l'U.R.S.S. On l'accuse de faire le jeu du communisme lorsqu'il se rend à Belgrade à la Conférence des Etats non-alignés.

C'est donc de l'hypocrisie pure et simple quand les adversaires de toujours de Nehru crient à présent « au scandale » et se déclarent « profondément outrés » par son attitude « belliqueuse ».

Et ce qui est encore plus hypocrite, c'est que ces mêmes journaux oublient de dire à leurs lecteurs la vérité sur l'affaire de Goa.

Elle est pourtant bien simple...

L'Inde a acquis son indépendance en 1947. Personne ne pouvait ignorer que cette nouvelle république ne supporterait pas longtemps les enclaves coloniales françaises et portugaises.

Instruits par la guerre contre le Vietnam, les gouvernements français de la IV^e République ont compris assez vite la nécessité de rendre à l'Inde les « Comptoirs français des Indes ». Après quelques difficultés et après avoir essayé de tergiverser, les ministres successifs de la France d'outre-mer — tous des M.R.P. à l'époque — ont fini par conclure un accord avec l'Inde.

Pondichéry et les autres « comptoirs » sont redevenus indiens. Et les rapports politiques et économiques de la France avec l'Inde se sont améliorés. Si la guerre d'Algérie ne provoquait pas chez les Hindous une très grande indignation contre le colonialisme français, les relations franco-indiennes auraient pu se développer davantage encore tant sur le plan commercial que sur le terrain culturel.

L'obstination coloniale du Portugal

Le Portugal, par contre, n'a jamais voulu admettre que l'ère du colonialisme était révolue. Il n'a cessé de proclamer qu'il ne renoncerait jamais à sa « souveraineté » sur Goa qui, disait-il, faisait partie de son territoire national.

Depuis quinze ans, l'Inde a essayé d'obtenir la restitution des enclaves portugaises par des moyens pacifi-

ques. Le Portugal restait ferme sur sa position colonialiste.

Cette situation ne pouvait pas durer indéfiniment. Nehru a prévenu Salazar depuis longtemps qu'il se verrait dans la pénible obligation de recourir à la force si le Portugal s'obstinait à vouloir maintenir sa domination sur ces terres indiennes.

Comme le dictateur Salazar n'a pas voulu procéder lui-même à la décolonisation, l'Inde a dû l'y forcer.

Il ne s'agit donc pas d'une « agression provoquée » de la part de Nehru. L'occupation des colonies portugaises de l'Inde par les troupes indiennes n'est qu'un épisode du mouvement mondial de l'émanicipation des peuples colonisés. C'est également une forme de « décolonisation ».

Et si les Pays-Bas ne comprennent pas la leçon que Nehru vient de donner aux attardés du colonialisme ils se trouveront à l'égard de l'Indonésie dans la même situation que le Portugal vis-à-vis de l'Inde. Il dépend du gouvernement de La Haye de régler pacifiquement la restitution à l'Indonésie de ses dernières colonies du Pacifique.

L'accord Kennedy-Macmillan sur les négociations avec Khrouchtchev

Le communiqué des Bermudes est très laconique. On pouvait s'y attendre. Kennedy et Macmillan n'ont pas à crier sur les toits leur accord sur la façon de régler le problème de Berlin.

Etant donné le sabotage délibéré auquel se livre le général de Gaulle pour empêcher les négociations avec Khrouchtchev, les deux puissances anglo-saxonnes sont obligées d'agir en secret. Cette méthode n'est pas sans danger. Les négociations échappent ainsi au contrôle de l'opinion publique. Mais si Kennedy et Macmillan ne veulent pas entrer tout de suite en conflit avec le général-président et son complice de Bonn, ils sont condamnés à une action quasi-clandestine...

D'après les « indiscretions », on peut penser que les deux hommes d'Etat se sont mis d'accord sur les points suivants :

1) Procéder, par l'entremise de leurs ambassadeurs à Moscou, à un sondage auprès du gouvernement soviétique pour connaître les conditions dans lesquelles les négociations « au sommet » pourraient s'engager ;

2) Ne pas se limiter à ce sondage, mais essayer également de se rendre compte d'une solution possible du litige actuel de Berlin.

Sur le premier point, les deux interlocuteurs des Bermudes ont la bénédiction des quatre ministres des

Affaires étrangères et même du Conseil de l'O.T.A.N.

Le deuxième point, par contre, va au-delà de ce que les « commis » ont admis dans leur « sagesse » et leur obéissance au général de Gaulle et au chancelier Adenauer.

Une démarche trop timide

Nous pouvons donc nous réjouir de cette décision de Kennedy et Macmillan. Il n'empêche que je trouve cette méthode trop timide et je crains qu'elle ne donne pas les résultats désirés.

Ni les deux ambassadeurs anglo-saxons, ni le ministre des Affaires étrangères de l'U.R.S.S. ne sont qualifiés pour engager leurs gouvernements respectifs. Pour les ambassadeurs, cela va de soi. Mais Gromyko aussi n'est pas libre. Il ne pourrait que répéter les thèses exposées par son maître. Il se verrait même obligé — d'accord avec « K » — de manifester plus d'intransigeance encore. Les derniers incidents provoqués à Bonn et à Washington par les déclarations des ambassadeurs soviétiques sont caractéristiques à cet égard.

Il ne faut pas oublier non plus que, pour Khrouchtchev, l'affaire de Berlin a un double aspect. Il veut certainement obtenir un règlement qui lui permettrait de donner quelques satisfactions aux chefs du parti communiste de l'Allemagne de l'Est. Il cherche également à se prémunir aussi longtemps que possible contre la réunification d'une Allemagne réarmée. Mais, comme en 1959, la crise de Berlin doit lui faciliter une opération politique à laquelle il tient beaucoup. Il s'agit d'une rencontre entre lui et Kennedy.

Pour une rencontre des deux « K »

La malheureuse expérience de Vienne, en mai de cette année, n'est pas probante. La rencontre des deux « K » s'est produite à un moment très difficile pour le chef communiste. Le XXII^e Congrès l'a démontré.

Mais aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Je suis convaincu que seule une visite de Kennedy à Moscou (réponse à la visite de Khrouchtchev à Eisenhower en 1959) pourrait permettre une prénégociation dont les conséquences seraient favorables à la détente internationale.

Les explosions éventuelles des bombes nucléaires anglo-américaines

La rencontre des Bermudes a cependant aussi son aspect négatif. Il semble que Kennedy ait obtenu de

Macmillan son consentement à des expériences nucléaires faites en commun.

Nous avons élevé ici les plus véhémentes protestations contre les expériences auxquelles Khrouchtchev s'est livré en septembre, octobre et novembre. Il a probablement dû céder à ses chefs militaires et à ses techniciens.

Nous ne pouvons que protester de la même façon contre les expériences nucléaires américano-britanniques, que les techniciens et les chefs militaires exigent également.

Cette partie du communiqué — qui n'est d'ailleurs pas très claire — est en contradiction avec le fait que les Américains et les Soviétiques se sont enfin entendus sur la composition de la Commission du désarmement au sein de l'O.N.U.

Certes, il faut reconnaître en même temps que la conférence sur l'interdiction des explosions nucléaires se trouve de nouveau dans l'impasse. Raison de plus de ne pas compliquer encore la situation par cette menace non déguisée de procéder à de nouvelles explosions aux Etats-Unis et en Angleterre.

Les Etats-Unis et Tschombé

Sur un troisième point, l'accord entre Kennedy et Macmillan me paraît suspect. Il s'agit du Congo.

Le gouvernement britannique a, jusqu'à présent, soutenu Tschombé, avec ses mercenaires franco-belges. Les milieux capitalistes anglais, comme ceux de France et de Belgique, ne peuvent pas rester indifférents aux intérêts de l'Union Minière.

Le gouvernement des Etats-Unis s'est, au contraire, engagé à fond dans l'opération de l'O.N.U. et de ses Casques bleus : mettre fin à la sécession du Katanga.

Sur quoi ont-ils pu se mettre d'accord ?

Les Américains ont favorisé le cessez-le-feu pour que Tschombé se rencontre avec M. Adoula. Ils ont poussé à l'accord conclu entre eux. Le Congo devait ainsi arriver à se réunifier.

Or, rentré à Elizabethville, Tschombé a remis en cause la validité de cet accord. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'homme de l'Union Minière « désavoue » ses propres promesses et sa signature...

Il est inconcevable que les Etats-Unis, qui ont tenu ferme jusqu'à présent, « flanchent » juste au moment où le jeu suspect de Tschombé éclate aux yeux de tous.

J'accueille donc ce passage du communiqué sous les réserves les plus expresses.

Oreste ROSENFELD.

Un nœud de vipères

L'affaire du Katanga semble encore loin d'être réglée. Personne, d'ailleurs, n'osait espérer un prompt règlement. M. Tschombé a la vie dure. Il semble ne pas avoir renoncé à faire reconnaître la sécession katangaise, — du moins, agit-il comme si, effectivement il se refusait à réintégrer le Congo.

La semaine passée a été marquée par l'accord spectaculaire de Kitona entre MM. Tschombé et Adoula sous les auspices conjugués de l'O.N.U. et des Etats-Unis, puis par la dénonciation à peine voilée de cet accord par le président katangais. Comme le dit « Le Monde », il cherche à gagner du temps. Ce faisant, il spéculé sur les divisions occidentales et le renforcement de son dispositif militaire.

L'accord intervenu à Kitona précisait notamment que M. Tschombé acceptait la Constitution congolaise, l'unité indivisible du Congo et l'autorité du gouvernement central sur toutes ses provinces. Il promettait de mettre fin au boycott du Parlement national par le Katanga, d'intégrer les forces katangaises au sein de l'armée nationale et d'appliquer les résolutions des Nations Unies. Comment croire que de pareilles exigences pourraient être acceptées sans arrière-pensées par le dirigeant katangais et appliquées sur-le-champ ?

En politique, il y a une logique des événements qui influe sur les événements à venir et limite l'action des hommes. Pour maintenir la sécession du Katanga, M. Tschombé a expulsé d'Elizabethville tous les opposants à sa politique, obtenu 52 millions de dollars de revenus annuels de l'Union Minière, constitué une force militaire dont les soldats sont ses propres Lundas et les officiers, des volontaires blancs. Ce sont ces forces qui lui permettent d'organiser la sécession katangaise et d'empêcher à plusieurs reprises l'application des résolutions du Conseil de Sécurité.

Il était difficile de penser qu'après une telle préparation, le dirigeant katangais puisse rapidement revenir sur sa volonté première. Les défaites que ses troupes ont subies dernièrement devant les forces des Nations Unies n'étaient pas suffisantes pour l'amener brusquement à composition et le faire changer d'avis.

L'entrevue de Kitona fut une jolie ruse de guerre de la part d'un adroit politicien, habilement conseillé, en outre, par certains intrigants financiers, ou même par des représentants occultes de gouvernements étrangers.

La trêve, provoquée par l'entrevue de Kitona, permet en effet à M. Tschombé de gagner du temps, c'est-à-dire de renforcer sa position. Son dispositif militaire, mis en mauvaise posture par l'action des Casques Bleus, va se réorganiser et recevoir

des renforts par l'intermédiaire de Sir Roy Welensky, chef du gouvernement de la Rhodésie du Nord. La pression des puissances financières sur certains gouvernements occidentaux va pouvoir s'accroître et accroître les divisions du monde capitaliste, en arguant d'une prétendue bonne volonté des dirigeants katangais. La position de l'O.N.U. va se trouver affaiblie sous le coup des attaques lancées par le monde soviétique à l'encontre du cessez-le-feu et de l'entrevue de Kitona suscitée par l'organisation internationale avec l'appui des Etats-Unis.

M. Tschombé spéculé tout particulièrement sur un changement d'attitude de la part du gouvernement des Etats-Unis.

Jusqu'à présent, ces derniers ont été le plus ferme soutien de l'action des Nations Unies au Katanga. Qu'ils viennent à soustraire leur appui à l'organisation internationale et celle-ci se verra contrainte d'interrompre son action faute de crédits. Mais surtout, le conflit qui, en pareil cas, ne manquerait pas d'éclater entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique risquerait fort de donner le coup de grâce à l'O.N.U., déjà fortement ébranlée. Le Congo pourrait alors donner lieu à une seconde guerre de Corée, plus grave encore dans ce cas, vu l'importance des intérêts en jeu, consécutive à une intervention directe des deux grandes puissances.

Est-ce à dire que le cessez-le-feu et la tentative de conciliation que constitue l'entrevue de Kitona soient une erreur ? Il ne semble pas. D'abord parce que l'on pouvait croire que le coup de semonce donné par les Casques Bleus serait suffisant pour faire réfléchir M. Tschombé et surtout les dirigeants de l'Union Minière. Ensuite parce que l'attitude des dirigeants katangais a eu pour effet de fanatiser une partie de la population katangaise contre les forces de l'O.N.U., ce qui a contribué à accroître la difficulté du problème. On n'a pas le droit de risquer la vie de plusieurs milliers d'êtres humains sans chercher à épuiser au préalable toutes les chances d'une conciliation. La politique de force à tout prix de l'Union Soviétique a aussi son revers : d'abord parce qu'elle est prônée par un pays qui, depuis le début, se refuse à contribuer aux dépenses occasionnées par l'intervention de l'O.N.U. au Katanga. Ensuite, parce qu'elle fait trop fi de l'existence de milliers d'individus, trompés mais innocents.

Face au problème katangais, l'attitude la plus raisonnable consiste aujourd'hui, non pas à soutenir aveuglément toute tentative de réduction du problème par la force, ni à jouer les Machiavel en se servant de M. Tschombé, mais à chercher par tous les moyens à éviter que ce problème ne devienne un nouveau point de conflit entre l'Est et l'Ouest.